

L'information sur la médiation familiale dans le contexte du judiciaire

Journée nationale d'étude
Arras

22 novembre 2010

Publications de l'APMF

LIVRET *Pratique Éthique de médiation familiale* -5,00 €

DVD – Les 20 ans de l'APMF – Colloque novembre 2008 -18 €

TIERS - la revue de la médiation familiale

N°0 – La médiation familiale dans sa diversité (Septembre 2010)

REVUE APMF *Écrits et Manuscrits de la Médiation Familiale* - 15,00 € le numéro (les Revues n°0 – 1 – 2 : 10 €)

Numéros déjà parus :

N°0 – Écrits et manuscrits de la médiation familiale (janvier 2004)

N°1 – Travail social et médiation (juin 2004)

N°2 – Des modèles aux pratiques... Du cadre au processus (octobre 2004)

N°3 – Contexte institutionnel et réglementaire de la Médiation Familiale¹
(janvier 2005)

N°4 – Le Couple (juin 2005)

N°5 – Le Tiers (novembre 2005)

N°6 – Médiation Familiale et soutien à la parentalité (juin 2006)

N°7 – Actes du Colloque La Rochelle (juillet 2006)

N°8 – La Médiation Familiale dans le contexte pénal (avril 2007)

N°9 – Médiation Familiale et Analyse des pratiques (juillet 2007)

N°10 – Médiation Familiale : « Éthique de la Pratique » (décembre 2007)

N°11 – Médiation Familiale et Lien Social (janvier 2008)

N°12 – L'enfant et la médiation familiale (juin 2008)

N°13 – Médiation Familiale et Éthique de la Pratique – N°2
(septembre 2008)

N°14 – L'APMF, Vingt ans au service de la médiation familiale
(novembre 2008)

N°15 – Médiation familiale dans un contexte de protection de l'enfance
(janvier 2009)

N°16 – Dans la cité APMF, paroles engagées (juillet 2009)

N°17 – Dans la cité APMF, paroles engagées n°2 (décembre 2009)

Revue Hors Série : Actes du colloque *Les 20 ans de l'APMF*
(juillet 2009), 20 €

Pour commander une publication, voir page 4

¹ Épuisée – copie à la demande – 15 €

Sommaire

| | |
|--|-----|
| Introduction Journée Nationale d'Étude | 5 |
| Audrey RINGOT | |
| Lettre de Didier LESCHI | 9 |
| Remerciements à Monsieur Dominique DUPILET, Président du | |
| Conseil Général du Pas-de-Calais | 13 |
| La <i>Lettre JAF</i> | 15 |
| Sabine RUFFY | |
| Expérience relative à la « double convocation » dans les TGI | 21 |
| Marie-Paule DUMESNIL | |
| Médiation Familiale et Justice : quels enjeux ? | 25 |
| Marie LEWIS | |
| Médiation familiale et articulation judiciaire | 33 |
| Federica RONGEAT-ODIN | |
| L'information préalable à l'audience, la place des différents | |
| professionnels | 49 |
| Sylvie VANTROYEN | |
| L'information préalable à l'audience... Ou le « DEVOIR DE | |
| S'ASSEOIR » | 55 |
| Sandrine SAINGÉRY | |
| Articulation du temps de la justice et de la médiation familiale - | |
| Quel tempo ? | 69 |
| Marc JUSTON | |
| Comment doit-on (peut-on) articuler le temps judiciaire et le | |
| temps en médiation familiale ? | 83 |
| Martine MURER | |
| Allocution de clôture « Les bons mots de la fin... » | 90 |
| Audrey RINGOT | |
| ANNEXES | 93 |
| Annexe 1 - Décret n° 2010-1395 du 12 novembre 2010 | |
| relatif à la médiation et à l'activité judiciaire en matière familiale | 94 |
| Annexe 2 - Communiqué de presse APMF du 5 février 2010 | 98 |
| Annexe 3 - Communiqué de presse APMF du 6 avril 2010 | 101 |
| Annexe 4 - Compte-rendu de la commission éthique de l'APMF | |
| du 01.04.09 | 103 |
| Annexe 5 - Présentation d'Isabelle Juès, présidente de l'APMF, à | |
| l'attention du Groupe de travail MAGENDIE sur la médiation | |
| éthique et déontologie du médiateur familial | 107 |
| Annexe 6 - Un Projet de Loi sur le Recours Préalable Obligatoire | |
| à la médiation familiale - 3 mars 2010 | 114 |
| Annexe 7 - L'information préalable à l'audience ou « double | |
| convocation ». Position de l'APMF | 117 |

APMF, Association Pour la Médiation Familiale,

11 rue Beccaria, - 75012 Paris.

Tél. : 01 43 40 29 32, Fax : 01 43 40 30 09.

Courriel : contact@apmf.fr – Site web : <http://www.apmf.fr>

PRÉSIDENTE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : Audrey Ringot

COMITÉ DE RÉDACTION

Rédactrice en chef : Audrey Ringot

Coordinatrice : Nicole Descamps

COMMANDES DE PUBLICATIONS

Contacter l'APMF, Sylvie Farnane

Tél. : 01 43 40 29 32, Fax : 01 43 40 30 09. Courriel : contact@apmf.fr

Impression : MAILEDIT. Mise en pages : Organno.

Introduction

Journée Nationale d'Étude

Bonjour à vous tous !

Au nom de l'APMF, je vous salue et j'accueille ce parterre prestigieux de professionnels venus penser et élaborer du commun. Médiateurs familiaux, magistrats, greffiers, avocats, travailleurs sociaux, professionnels du secteur social, psychologues, thérapeutes, nous sommes aujourd'hui tous militants d'une idée : la liberté des hommes et des femmes existe aussi par notre fraternité.

Nous sommes tous invités ici au *débat*.

Un *débat* est constructif parce qu'il a trois fonctions : il doit nous inviter à l'expression, permettre la critique et favoriser l'émergence de perspectives.

Aujourd'hui, lors de cette journée d'étude, nous pourrions ajouter à ce programme, notre volonté que ces perspectives nous soient communes, dans le respect des cadres de référence de chacun d'entre nous.

Depuis un peu plus de 20 ans, la médiation familiale s'est fait une place, en France et en Europe, comme auparavant, Outre Atlantique. L'APMF a régulièrement voulu en être à la fois l'artisan et le garant.

Les médiateurs familiaux ont fait un travail de conceptualisation de leur pratique en en spécifiant les enjeux notamment au regard de l'espace judiciaire.

Les espaces de médiation familiale accueillent le conflit et le litige est traité dans l'espace judiciaire.

En 2002, le législateur inscrivait le recours à la médiation familiale dans la loi, sous l'impulsion des acteurs militants qui l'avaient introduite en France.

Auparavant les personnes passaient d'un espace à l'autre, de l'espace de médiation familiale à l'espace judiciaire ; elles étaient le lien entre ces espaces.

Depuis que la loi a organisé de nouveaux rapports entre ces espaces, il s'agit pour nous, professionnels, de définir et d'organiser nos liens, d'intégrer à notre travail, l'impact de ce qui se joue dans les autres espaces.

S'agissant de l'information sur la médiation familiale, une étape dans les processus qui vont être amorcés, nous devons ensemble penser les enjeux et prévenir des risques :

1 La réduction du temps nécessaire à l'élaboration des accords

Ne pas donner le temps nécessaire aux personnes, c'est occulter l'espace temps indispensable à la restauration de la communication, à la pacification des relations, à la mise en œuvre de processus négociatoires et à la construction de nouveaux liens.

2 La réduction de la médiation familiale à de la négociation

Dans cette autre perspective réductrice, le risque est grand de créer de la confusion, confusion des places, des fonctions et des rôles des différents professionnels et de créer aussi du conflit...

Pour nous, professionnels, il s'agit de garantir ensemble les libertés individuelles au sein des espaces symboliques et réels que sont les espaces du public, du social, du privé et de l'intime.

Pour élaborer ensemble ces enjeux, il s'agit encore de s'accorder sur les compétences que nous nous reconnaissons, à nous-mêmes et, entre les uns et les autres. Ainsi, qu'attendons-

nous les uns des autres, sans que ces attentes ne viennent limiter nos champs d'action ?

L'APMF défend le postulat selon lequel la médiation familiale n'est pas une alternative à la justice. Elle ne peut pas se substituer « au dire » de la loi.

Nous proposons de dire que la médiation familiale n'est ni « ou » ni « à la place » mais qu'elle est « avec » et « à côté » de la justice.

Comment allons-nous coordonner nos pratiques pour qu'elles prennent sens, tant pour nous-mêmes que pour les personnes ou les clients que nous sommes amenés à rencontrer ou à accompagner ?

Enfin, la modification du rapport entre les espaces s'est nécessairement accompagnée d'une nouvelle et nécessaire conception de leurs rapports respectifs au temps.

Ces espaces temps peuvent-ils se superposer ? Doivent-ils forcément se succéder et dans quels délais ?

Quel impact la procédure peut-elle avoir sur le processus ?

Le processus peut-il rester à distance de la procédure ?

Ces questions sont à la fois claires et complexes puisqu'il s'agit sûrement, pour chacun des professionnels, de prendre en considération la dimension du temps judiciaire et celle du temps nécessaire à l'élaboration psychique d'un processus négociatoire.

L'enjeu proposé aujourd'hui serait de se donner les moyens de construire une coopération entre nos espaces et croire qu'il est possible d'intégrer dans son cadre professionnel, la présence de l'autre, parfois même des autres, sans renoncer à nos identités respectives ; en invitant même ces autres à exister et à faire exister leurs cadres de référence.

Je vous invite donc à ces débats, pour que nous essayions ensemble de penser les différentes façons de mettre à l'œuvre la rencontre de la médiation familiale et du judiciaire.

Audrey RINGOT
Présidente de l'APMF

L'APMF a invité le Ministre de la Justice et des Liberté, Madame Michèle ALLIOT-MARIE à cette journée nationale d'étude. Très intéressée par la réflexion que nous proposons, Madame la Ministre a sollicité Monsieur Didier LESCHI, Chef du Service du SADJAV (Service de l'Accès au Droit et à la Justice et de l'Aide aux Victimes) pour représenter le Ministère de la Justice.

Cependant, le récent remaniement ministériel, rend Monsieur LESCHI indisponible ce jour.

Il nous a adressé une lettre que je vais vous lire.

Lettre de Didier LESCHI

*Chef du Service de l'accès au droit et à la justice et
de l'aide aux victimes, Ministère de la Justice,
Secrétariat Général*

Le 19 /11/2010

Madame la Présidente,

Les contraintes liées au changement de garde des sceaux m'amène à ne pas pouvoir assister à vos travaux. Croyez que je le regrette.

Je tiens cependant à vous faire part du fait que la Chancellerie est très attachée au développement des modes alternatifs de règlement des litiges et notamment de la médiation et notamment en matière familiale.

Dans ce domaine, la Chancellerie s'est engagée depuis plusieurs années dans une démarche partenariale en faveur de son développement. Celle-ci produit des effets que les magistrats jugent positifs et intéressants. En termes d'organisation et de structuration, la Chancellerie se félicite des résultats qu'a produits le travail du Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale, créé en 2001, qui a institué, entre autre, le diplôme d'État de médiateur familial.

Avec 270 services de médiation familiale, on pourrait penser que la réponse à la demande des besoins est bien assurée. Or, il n'en est rien, la répartition sur le territoire n'est pas uniforme car elle résulte d'initiatives locales, individuelles, multiples. La justice fait appel à ce réseau auquel elle apporte un financement via les cours d'appel.

Actuellement, le ministère de la justice et des libertés recherche avec ses partenaires, à encourager une meilleure organisation de ces structures au niveau territorial en procédant, par une mutualisation, à travers un schéma qui sera, bien évidemment établi progressivement en lien avec les fédérations et les structures elles-mêmes.

En 2010, le montant global du financement de la médiation familiale s'élèvera en France à un peu plus de 14 millions d'euros. Le ministère de la justice et des libertés pour sa part a contribué soit au titre des subventions accordées aux associations soit au titre de l'aide juridictionnelle à prêt de 10 % de cette somme. La participation financière du ministère de la justice et des libertés est donc en constante augmentation si l'on se souvient qu'en 2002 elle se situait à hauteur de 240 914 €...

Par son caractère consensuel, la médiation permet non seulement de pacifier le conflit présent, mais aussi de rétablir le lien social et de prévenir la répétition des litiges.

Pour autant, la médiation n'a pas vocation à suppléer l'institution judiciaire. Elle est complémentaire du recours au juge, qui reste nécessaire dès lors qu'une question d'ordre public est en jeu ou lorsque les relations entre les parties sont tellement dégradées que seule une solution imposée est envisageable.

Beaucoup de chemin a été déjà parcouru en matière de médiation ! En une quinzaine d'années, la médiation est en effet passée en France du stade de l'expérimentation à une pratique aujourd'hui reconnue et consacrée par son entrée dans le Code Civil.

C'est en effet la loi du 8 février 1995, suivie par un décret du 22 juillet 1996, qui a consacré en France la médiation judiciaire. Tout juge saisi d'un litige peut, avec l'accord des

parties, désigner un médiateur, tiers qualifié, impartial et indépendant. La durée initiale de la médiation ne peut excéder trois mois et sa confidentialité est assurée. La rémunération du médiateur peut être prise en charge par l'aide juridictionnelle pour les parties dont les ressources sont inférieures à un certain seuil. L'accord auquel les parties parviennent peut être homologué par le juge et a la même force exécutoire qu'un jugement.

La création du diplôme de médiateur familial, en 2003, a permis de renforcer la compétence des médiateurs intervenant en matière familiale, qui est le domaine privilégié d'intervention de la médiation judiciaire.

Je crois que nous disposons désormais d'un cadre légal satisfaisant. J'en veux d'ailleurs pour preuve la directive du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale. Autant la transposition de cette directive nous impose d'adopter des textes pour mieux encadrer la médiation extra-judiciaire, autant la médiation judiciaire est déjà aux standards du droit communautaire.

Pourtant, la médiation reste trop peu utilisée. Comme l'a souligné en 2008 la Commission présidée par le Recteur Guinchard dans son rapport intitulé « L'ambition raisonnée d'une justice apaisée », l'accroissement du recours à la médiation suppose qu'une véritable culture de la médiation se développe dans notre pays.

Il appartient donc à la Chancellerie de favoriser les conditions pour que se développe cette culture de la médiation au sein des juridictions et des professions judiciaires.

C'est pourquoi le ministère de la justice et des libertés a décidé de lancer l'expérimentation dans un certain nombre de juridictions de deux préconisations du rapport Guinchard.

- La première proposition, qui a vocation à s'appliquer seulement si une décision judiciaire est déjà intervenue dans le contentieux concerné, consiste à prévoir un préalable obligatoire de tentative de médiation avant de saisir de nouveau le juge aux affaires familiales aux fins de modification des modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou de la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant.
- La seconde proposition consacre le mécanisme de la « double convocation ». Il consiste à adresser dans le courrier de convocation à l'audience, une invitation à rencontrer un médiateur quelques semaines avant celle-ci. Ce mécanisme procédural, facultatif, est, en l'état, déjà expérimenté notamment par les tribunaux de grande instance de Paris et de Bobigny.

La mise en œuvre de ces mesures suppose que les juridictions puissent s'appuyer sur un réseau étoffé de médiateurs et d'associations de médiation.

Nous sommes sur ces sujets toujours en phase d'expertise et nous consulteront les partenaires associatifs avant de finaliser, en particulier en ce qui concerne le choix des sites.

Je vous une nouvelle fois, Madame la Présidente, de bien vouloir transmettre mes excuses à votre assemblée.

Didier Leschi

Remerciements à Monsieur Dominique DUPILET, Président du Conseil Général du Pas-de-Calais

L'APMF souhaite vivement remercier Monsieur Le Président du Conseil Général du Pas-de-Calais, Monsieur Dominique DUPILET.

Monsieur Le Président n'a pas pu se rendre disponible au report de cette Journée Nationale d'Étude, pour laquelle il avait initialement répondu favorablement à notre invitation.

Une séance plénière du Conseil Général l'a rendu, aujourd'hui, indisponible.

Pour autant, il avait souhaité participer à nos travaux, notamment parce que le Conseil Général du Pas de Calais soutient la médiation familiale, dans ses enjeux et aussi dans son financement.

Les praticiens savent combien la recherche de financements qui vient souvent s'ajouter à la pratique de la médiation familiale rend parfois difficile un exercice serein et rend parfois aléatoire l'existence même de cette pratique et ainsi la pérennité de certains services.

Cet engagement à l'échelon départemental est un appui précieux !

Il témoigne notamment de la volonté des acteurs politiques, sur le territoire des personnes concernées par des situations de conflits, de promouvoir une démarche pacifiée de la gestion de leurs conflits.

Favoriser le processus de la médiation familiale est un enjeu de société qui se décline, au niveau de l'État et aux niveaux des territoires, par la voie de tous les acteurs qui croient que la démocratie s'apprend aussi au sein de la famille.



La *Lettre JAF*

Selon la formule retenue en Haute-Saône
depuis plus de 10 ans

Sabine RUFFY

*Médiatrice Familiale
Vesoul, Haute-Saône*

D'abord quelques chiffres pour mieux appréhender la réalité locale.

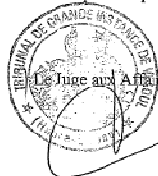
La Haute-Saône, département dit rural, compte 240 000 habitants. Jusqu'alors, deux TGI. Au 1^{er} janvier prochain, il n'y aura plus qu'une seule juridiction, à Vesoul, réforme de la carte judiciaire oblige.

Un seul service de médiation familiale, créé en 1994 et géré par l'Association Haute-Saônoise de Sauvegarde de l'Enfant à l'Adulte, en partenariat avec l'UDAF. Deux médiatrices familiale diplômées d'État, pour 1,20 ETP. Un médiateur familial diplômé d'État installé en libéral mais qui n'a pas encore exercé.

L'activité du service varie entre 90 et 125 médiations par an. Une constante : le nombre de médiations conventionnelles est supérieur aux judiciaires : entre 60 et 70 % des médiations sont engagées dans un cadre amiable.

Dans le ressort du TGI de Vesoul, le greffe nous indique qu'environ 1 000 requêtes sont déposées chaque année : 460 en modification ou première requête hors mariage, 340 en divorce hors consentement mutuel et 200 en divorce par

consentement mutuel. Notons que 75 % des requêtes relèvent de l'aide juridictionnelle dans le département.

| | |
|---|--|
| <p>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE VESOUL</p> <p>70014 VESOUL CEDEX</p> <p>CABINET DU JUGE AUX AFFAIRES FAMILIALES</p> <p>Références : [REDACTED] Chambre de la famille</p> | <p>VESOUL, le 22 novembre 2010</p> <p>DESTINATAIRE</p> <p>M</p> <p>_____</p> <p>Madame, Monsieur,</p> <p>Vous venez de déposer une requête afin de régler un différend familial consécutif à la séparation intervenue entre vous et le père (la mère) de votre (vos) enfant(s).</p> <p>Avant l'audience à laquelle vous serez convoqué(e), vous pouvez contacter le service de MEDIATION FAMILIALE, 17, rue de Fleurier à VESOUL (tél. 03.84.96.00.11). Ce service peut vous aider à trouver par vous-même les bases d'une entente que je pourrai officialiser si vous le souhaitez.</p> <p>Si cette démarche n'aboutit pas et que votre désaccord persiste, il m'appartiendra de trancher ce litige.</p> <p style="text-align: right;">  Le Juge aux Affaires Familiales, </p> |
|---|--|

En 2003, les concertations que le service de médiation, et plus particulièrement Michèle Savourey, a voulues avec les juges aux affaires familiales et les avocats des barreaux de Vesoul et de Lure depuis 1997 ont abouti à la finalisation de la *Lettre JAF*, après qu'elle ait subi plusieurs remaniements.

Il s'agit d'un courrier systématique adressé à chacune des parties par le greffe du juge aux affaires familiales au moment de l'envoi de la convocation à d'audience, dans toutes les

procédures (1ère requête ou demande de modification) ou de divorce hors consentement mutuel. Un prospectus de notre service est joint à cet envoi.

En général, en Haute-Saône, ce courrier d'information est adressé aux parties un mois avant l'audience.

Notons que dans le *Vademecum*² du juge aux affaires familiales conçu par Danièle GANANCIA et Marc JUSTON en 2005 (document du GEMME – Groupement Européen des Magistrats pour la Médiation), il est proposé page 17 qu'une note d'information, élaborée en partenariat avec les avocats, notaires, greffiers et médiateurs familiaux, soit jointe aux convocations adressées aux parties fixant la date de comparution devant le juge. Il est dit que cette annonce a plusieurs objectifs :

1. Informer les parties sur ce qu'est la médiation familiale et les textes en vigueur
2. Indiquer aux parties les coordonnées des services dans le ressort et le cas échéant les permanences d'information
3. Les informer de ce qu'elles ont la possibilité de recourir à ce service avant l'audience
4. Rappeler aux parties qu'elles peuvent être assistées d'un avocat dans toute procédure familiale
5. Préciser aux parties que le juge aux affaires familiales pourra ordonner une mesure de médiation familiale avec leur accord, ou les enjoindre à rencontrer un médiateur familial.

Dans les faits, ce courrier tel que présenté précédemment, a été abandonné par le dernier magistrat de la juridiction de Lure, il a été transformé en invitation à venir s'informer sur la médiation familiale avant l'audience, le juge aux affaires

² *Le Vademecum du juge aux affaires familiales, prescripteur d'une mesure de médiation familiale.* 2005 Document du GEMME

familiales ayant la possibilité d'ordonner cette mesure. L'effet n'est plus le même, pour preuve, depuis que ce courrier a été modifié les demandes d'information se sont raréfiées concernant cette juridiction.

Au service de médiation familiale de Vesoul, lorsqu'une des parties prend contact avec le service, nous proposons que l'entretien d'information se déroule en présence des deux parties. Dans la plupart des cas, le demandeur répondra que la communication avec l'autre parent est difficile, voire interrompue. Un entretien individuel est alors proposé, au cours duquel nous envisagerons les modalités pour sensibiliser l'autre parent à la démarche : par exemple, nous envoyons un courrier d'invitation à prendre contact pour un entretien d'information gratuit et sans engagement selon la formule consacrée.

Si, à la suite de l'entretien d'information commun ou entretien individuel avec chacune des personnes concernées, elles souhaitent engager une médiation familiale avant l'audience, il y a lieu de déterminer comment elles envisagent la suite de cette procédure (l'audience ayant lieu dans les jours suivants). Dans tous les cas, nous invitons les personnes à informer leur avocat le cas échéant. D'expérience, une majorité de personnes désireuses d'engager une médiation familiale, préféreront solliciter un report d'audience, dans le but de chercher par elles-mêmes une entente qui soit à leurs mesures. À ce stade, c'est en fonction des échanges concertés avec les magistrats successifs que les formalités seront réalisées : le précédent juge aux affaires familiales de Vesoul maintenait l'audience et recevait les parties pour officialiser la mesure de médiation familiale avant dire droit (cela devient une médiation familiale ordonnée). Le nouveau juge aux affaires familiales en cas de demande de report, renvoie l'audience à 3 mois.

Il arrive fréquemment, lorsque les personnes ont eu un entretien commun de médiation familiale avant l'audience et que l'un d'eux souhaite malgré tout un arbitrage du magistrat, que le juge ordonne une médiation familiale parmi d'autres mesures provisoires avant dire droit.

Lorsqu'une seule des personnes a pris contact avec le service et uniquement quand l'autre ne s'est pas manifestée après le courrier que nous lui avons adressé, nous pouvons rédiger un document attestant d'un entretien d'information. Cela conduit parfois le magistrat à ordonner une mesure de médiation familiale.

Sur un plan quantitatif, sur une année, environ 45 % des demandes spontanées auprès du service de Médiation se font à la réception de la *Lettre JAF*. Cette démarche aboutit à l'engagement d'une médiation pour 14 à 18 % des cas. Pour le reste, soit le demandeur ne souhaite pas donner suite, soit l'autre partie ne prend pas contact, soit les conditions ne sont pas réunies pour engager la médiation.

En tout état de cause, les personnes qui donnent suite à cette invitation du juge aux affaires familiales hors audience, sont sensibles au fait que le magistrat induise dans ce document qu'elles ont des ressources pour trouver elles-mêmes leurs propres solutions et que leurs accords ont de la valeur, à tel point qu'ils peuvent être officialisés. C'est la notion du « avec et à côté de la justice » soulignée par Audrey Ringot plus tôt, sur laquelle s'attardent les personnes qui s'adressent au service de médiation familiale avant une audience chez le juge aux affaires familiales.





Expérience relative à la « double convocation » dans les TGI

Expérience d'un avocat du Barreau d'Arras

Marie-Paule DUMESNIL

*Avocat au Barreau d'Arras
Pas-de-Calais*

Dans les jeux de « rôles » concernant la médiation, l'avocat a souvent le rôle du « vilain petit canard ».

D'une manière générale, pour lui, le domaine de la Médiation est un domaine concurrent, parce qu'il ne le connaît pas ; il pense qu'il le fait ; il pense qu'il sait le faire.

Au travers d'une multitude de textes il y a confusion avec la « négociation », « l'arbitrage », la « conciliation » et le droit collaboratif où l'avocat est acteur.

Il est vrai qu'en tant que « conseil » on recherche le meilleur intérêt du justiciable et souvent, notamment en matière d'affaires familiales, on propose, on cherche une conciliation c'est-à-dire à respecter et faire respecter les intérêts de tous et à trouver la meilleure solution pour son client.

À titre personnel je connais le domaine de la Médiation pour avoir suivi une formation (Association « Nord Médiation »).

Quand j'ai entendu parler de « médiation familiale » au TGI d'Arras, dans un cadre juridique, j'ai été étonnée, voire choquée à plusieurs titres :

- En raison du lieu : au sein d'un Tribunal, où est l'espace de neutralité ?

- En raison de la forme : confusion entre « information à la médiation » ; convocation (où est la démarche volontaire ? il faudrait parler d'invitation) à une médiation préalable à l'extérieur ; convocation à une médiation au TGI
 - En raison de la durée (3/4h en ce compris la présentation)
- Initialement les dossiers (hors divorce) sans avocat, étaient dirigés vers « l'espace médiation ».
- Par la suite les avocats déposant des requêtes pour leurs clients ont été invités à préciser s'il y avait un accord pour une médiation.
- Puis les orientations en médiation se sont généralisées, le Président du TGI faisant le « tri » des dossiers (la question des « critères » pour ce « tri » s'est posée).
- Si la médiation aboutit, l'homologation est faite par le juge aux affaires familiales mais parfois les délais sont un peu longs pour obtenir la décision et entre temps les conflits peuvent reprendre.
- Si elle n'aboutit pas on pouvait passer de suite en audience ou demander un renvoi en audience « classique ».
- Les réactions des justiciables sont diverses : « faux semblant » ; on accepte une solution que l'on ressent comme étant imposée ou on l'accepte en se disant que l'on ressaisira le juge au moindre prétexte.

Mais il arrive souvent que la médiation aboutisse ou qu'à tout le moins elle soit un élément déclencheur d'une reprise de contacts ; un « levier », un « tremplin ».

- La présence de l'avocat lors des médiations a été, initialement, difficile à être acceptée, peut-être et sans doute de par la réaction, l'intervention, de certains d'entre nous.

Personnellement je pense que le rôle le plus important de l'avocat se trouve en amont : préparer, expliquer car la parole appartient aux parties et la présence de l'avocat n'est pas nécessaire.

Par contre, de par la connaissance que nous avons de la personnalité, il est parfois bon d'assister à la médiation pour aider à recadrer les choses ; à calmer le client. Nous avons aussi la surprise de voir apparaître une autre « facette » du client face à son conjoint, ses parents, face à l'autre partie, ses dires ne correspondant pas à ce qu'il nous avait confié.

Ce temps de médiation permet souvent d'exprimer les « non dits ».

- Finalement m'apparaît positive quant la médiation est expliquée, préparée

Il faut plus d'informations, d'échanges, entre les avocats, magistrats, médiateurs, greffiers et à mon sens un autre nom aurait dû être donné à ces « médiations » pour éviter les confusions.

Le Président du TGI d'Arras (un des sites pilotes), Monsieur COQUEL, a déjà organisé un colloque³. Pour lui, et pour d'autres, la médiation doit permettre de « responsabiliser » les parents notamment, le juge ne doit pas être là pour, par exemple, décider dans quelle école un enfant sera scolarisé.

Une nouvelle rencontre est envisagée car « l'expérience » doit être et ne sera une réelle réussite qu'au travers d'un véritable partenariat.

³ Colloque sur la Médiation Familiale Arras (Pas-de-Calais, France), 26 mars 2010, organisé par le TGI d'Arras.

Comment articuler le temps judiciaire et le temps en médiation familiale

« Réflexions sur le vif »

Comme cela a été évoqué, la question et la difficulté qui se posent portent sur la « confidentialité » dans l'espace médiation et une audience et comment utiliser ce qui s'exprime et qui n'aboutit pas. Comme pour faire une bonne soupe ou faire monter la mayonnaise, il nous faut trouver la bonne recette car nous sommes ou faisons partie des ingrédients et tout le monde a un intérêt, à mon sens commun : gagner du temps et...de l'argent ?

Quand elle aboutit, la médiation permet de désengorger les audiences (intérêt pour le magistrat) ; de donner une réponse rapide aux conflits (intérêt pour les personnes, pour tous, en ce compris l'avocat)

Les articulations entre le temps judiciaire et le temps de la médiation peuvent intervenir en amont ; « pendant » une procédure, et en aval.

- En amont : par la médiation conventionnelle, choisie ; par le judiciaire : « l'information à la médiation » ; la médiation « rapide »

Aussi par des informations générales, une préparation.

- « Pendant » une procédure : par un envoi vers la médiation ; par une « injonction », avec toujours le même objectif : faire donner une réponse rapide, par les personnes elles-mêmes, à leurs conflits, à leur souffrance.

- En aval : la médiation peut se poursuivre ou reprendre

Si elle aboutit, l'homologation par le juge peut rassurer les personnes, les responsabiliser davantage.

Si elle n'aboutit pas, se pose la question de l'utilisation des « informations » échangées

Il faut poursuivre nos réflexions, les partager, car lorsque l'injonction à la médiation (je préfère plus le terme information) se généralisera chacun devra être prêt tout en respectant la place des uns et des autres.

Médiation Familiale et Justice : quels enjeux ?

Marie LEWIS

*Médiatrice familiale
Paris*

Je parlerai de ma connaissance et place de médiatrice familiale en Ile de France, de mon observation sur des TGI différents à travers :

1. Une mise en perspective de l'évolution des rapports entre Justice et médiation familiale
2. En vous faisant part de mon observation de la situation actuelle en Ile de France
3. Et enfin en tirant une première analyse et surtout un questionnement sur la façon d'envisager l'avenir et de construire une réelle orientation de l'APMF sur ces questions

1- L'évolution des rapports entre médiation familiale et judiciaire

Je distingue 3 phases dans l'évolution des 15 dernières années :

Avant 2002 :

- Information en fonction des sensibilités des magistrats aboutissant à des orientations très disparates sur la base de la loi de 9 février 1995 et ses décrets d'application
- Peu de connaissance de la médiation familiale dans les juridictions (en 2001 213 mesures environ 1,6%)
- Développement des médiations familiales conventionnelles

À partir de 2002 et jusqu'en 2007 :

Rappelons l'importance des étapes législatives : loi mars 2002 sur l'autorité parentale et réforme du divorce mai 2004 ainsi que la création du diplôme d'état

➤ Analyse quantitative

Une demande qui progresse régulièrement et qui reste à un faible niveau

L'introduction dans ces 2 lois citées de la possibilité de proposer la médiation et le recours à l'injonction est très inégalement utilisée sur le territoire.

Au niveau national quelques statistiques : (origine études ministère justice) :

- En 2003, 1776 mesures judiciaires par les JAF et 1863 au total
- En 2007, 4 213 mesures judiciaires par les JAF et 4437 au total
- Injonctions, 6670 en 2007

Le passage envisagé par le conseil national consultatif de la médiation familiale de 0,5% à 10% des situations n'a pas eu lieu...

➤ Analyse qualitative

La désignation de services dans des ordonnances et jugements pour des médiations familiales se développe avec des termes très différents (ordonne, invite, désigne) et en nombre de situations très inégales d'un JAF à l'autre : de 0 à plusieurs dizaines par an.

L'utilisation de la médiation familiale reste réservée à des actions assez militantes de la part des magistrats avec une désignation de services dans des ordonnances et jugements.

Depuis 2007

- Rapport Guinchard : 30 juin 2008 avec 65 propositions présentées par la ministre de la justice
 - Conforter la médiation familiale avec création d'un réseau judiciaire en matière familiale avec désignation d'un magistrat coordonnateur et référent
 - Mise en place d'une communication des parquets en matière familiale
 - Création d'audiences de proximité en matière familiale par le tribunal d'instance
 - Consacrer la pratique de la double convocation en matière familiale avec à la suite l'obligation de recourir à la médiation familiale dans les requêtes autour de l'autorité parentale ayant déjà fait l'objet d'une décision judiciaire.
- À la Cour d'Appel de Paris Commission Magendie avec rapport en septembre 2008 sur la médiation généraliste à laquelle l'APMF a participé et qui, à partir d'un état des lieux, reprend des propositions du rapport Guinchard
- Rapport de la Défenseure des Enfants en novembre 2008
- *Evolution des expérimentations*
 - Mise en place progressive de lieux d'information dans les TGI (par exemple en octobre 2007 à Paris) avec des cadres différents : sorties d'audience, information par courrier, information sur rendez-vous au niveau du greffe

- À partir de 2008,
 - Annonces d'expérimentation d'entretien préalable avec une sélection des dossiers dans de nombreux TGI
 - Projet de loi d'entretien obligatoire adopté le 5 mars 2010 en conseil des ministres
 - Désignation de sites pilotes d'où développement de différents types d'expérimentation :
 - Décret du 12 novembre 2010 devant être prolongé par un arrêté désignant des TGI où sera pratiquée l'expérimentation.

Avec une absence actuelle d'informations précises en termes d'objectifs et de moyens...

2 -La description des expériences en cours en Ile De France

Je me propose de vous parler succinctement de l'expérimentation actuelle en Ile De France et plus particulièrement des exemples d'Evry et de Paris avec « leurs originalités ».

Je commencerai par l'Essonne, c'est un des départements à avoir le plus tôt mis en place une expérimentation en 2 temps :

Dès 2002, des réunions d'information collective qui ont rencontré un succès relatif et qui ont évolué dès 2003 vers un courrier joint aux lettres de convocation dans ces termes :

*« Vous venez de recevoir une convocation devant le JAF.
Le délai précédant l'audience vous permet de vous informer et de réfléchir aux solutions possibles pour faire avancer le traitement de vos différents... »*

Dès 2007 une information préalable à l'audience est organisée avec une sélection très précise des dossiers et une orientation vers 4 associations, deux d'entre elles faisant le choix de recevoir directement dans le service de médiation.

Au TGI de Paris, un autre type d'organisation a été mis en place à partir d'octobre 2007 :

L'absence totale au TGI d'information à la médiation familiale avant 2007 est, d'après les magistrats, la conséquence d'un trop grand nombre de médiateurs familiaux souhaitant être présents ...et de la difficulté de s'y retrouver..

La nécessité de limiter le nombre d'interlocuteurs a conduit à faire appel aux associations nationales pour coordonner les médiateurs familiaux « demandeurs ».

En novembre 2008, un système de double convocation avec un choix de 3 cabinets « expérimentaux » s'est installé avec les 3 associations nationales (APMF, Fenamef, AME)

Les médiateurs familiaux du collège de l'APMF assurent donc depuis ces permanences : cependant l'organisation actuelle montre ses limites, avec une régression observée de la demande de médiation familiale.

Un travail sur l'évolution de cette organisation est en cours.

3 - Analyse et réflexions

sur la façon d'envisager l'avenir et de construire une réelle position de l'APMF sur ces questions

Les forces et faiblesses de la situation actuelle

a) Les points forts d'une information en milieu judiciaire

Il y a une réelle convergence d'intérêt : l'exercice de l'autorité parentale conjointe, l'intérêt des justiciables, le principe de réalité des responsabilités parentales.

D'après un certain nombre de magistrats :

« Si on veut éviter l'explosion observée actuellement du contentieux familial, la solution passe par une information systématique de la médiation familiale »

Pour les médiateurs familiaux :

« Développer en France la culture de la médiation familiale, c'est informer en grand nombre sur tous les lieux où le conflit familial s'exprime... »

L'opportunité de l'offre et son adéquation aux besoins des familles est réelle.

b) Les points faibles et difficultés de ce rapprochement sont de plusieurs ordres !

Des difficultés d'organisation dans un contexte de manque de moyens...

- Envoi systématique de courriers avec en conséquence une inadaptation à des situations qui n'ont rien à voir avec la médiation familiale
- Déplacement lourd et inutile pour certaines personnes
- Complexité d'un système au regard du tri des dossiers, du choix des plages, des lieux de réception, du caractère judiciaire de la convocation
- À l'inverse la mise à l'écart de nombreux dossiers...

Des difficultés structurelles :

- L'attente d'un résultat rapide pour les magistrats ou en tous cas en décalage avec le temps de la médiation familiale
- L'attente d'une réponse en termes d'accords
- La difficulté d'accompagnement de la médiation familiale dans le contexte judiciaire
- La différence de culture : une attente d'efficacité de la justice avec un risque que la médiation familiale soit utilisée par la justice sans être reconnue
- Et un effet secondaire observé : une chute des décisions de médiation familiale puisqu'il y a une

information préalable, on n'envisage plus la médiation à l'audience !

En conclusion

Voilà une nouvelle réglementation qui arrive, en tous cas en termes d'expérimentation :

Est-ce une opportunité ou un risque ? une réflexion s'impose.

L'articulation actuelle avec le judiciaire n'est pas suffisamment efficiente avec beaucoup de temps et d'énergie perdue à la défaveur des personnes et de la médiation familiale.

On se heurte à plusieurs limites :

La mise en perspective de l'histoire et le constat actuel montre combien la qualité des liens et des orientations vers la médiation familiale est une affaire de sensibilité, d'organisation certes mais encore plus de RECONNAISSANCE du métier :

- La sensibilité puisque, nous l'avons observé, le développement de la médiation familiale a d'abord reposé sur des engagements de personnes ayant une sensibilité spécifique, qu'il s'agisse des familles ou des professionnels pouvant les orienter.
- L'organisation : les débats qui nous animent montrent que des propositions pré-définies n'existent pas dans le cadre judiciaire ; nous construisons des réponses qui évoluent en respectant notre éthique et en répondant aux contraintes d'organisation de la justice.
- La reconnaissance du métier et sa place : est-on assez solide ? n'y a-t-il pas un risque de repli identitaire pour la médiation familiale et une peur d'instrumentalisation ?

Pour l'instant c'est une période de transition, de projets, d'expérimentation de l'information préalable à la médiation dans le cadre judiciaire.

La justice confrontée à des budgets drastiques, à une explosion des conflits familiaux cherche à trouver des solutions à cette évolution.

Ce n'est pas le droit qui va faire évoluer la société mais bien l'inverse.

Le risque réel des projets actuels, de leur développement est, me semble-t-il, que la médiation familiale ne puisse pas clairement faire entendre sa différence.

Quel est l'impact de notre réflexion, des débats qui nous animent, des doutes aussi et des désaccords ?

Quel peut être l'apport de l'APMF dans cette étape ?

Échanger avec d'autres régions comme aujourd'hui est indispensable pour construire ensemble une position organisée, solide et reconnue de la médiation familiale dans le cadre judiciaire.

Réfléchir sur notre cadre, nos méthodes, nos règles d'organisation et les limites en étant exigeant, rigoureux et ouvert à un dialogue permet de faire évoluer nos pratiques et nos fonctionnements...

Nous avons encore beaucoup de travail !



Médiation familiale et articulation judiciaire

Federica RONGEAT-LOUDIN

*Maître de conférences en droit privé
Université de Tours
(Indre-et-Loire)*

Introduction

Il semble qu'il existe des voies unanimes pour souligner la contribution de la médiation familiale à l'apaisement du contentieux judiciaire. Mais cette unanimité se retrouve aussi lorsqu'il s'agit de dresser le constat du faible recours à la médiation familiale judiciaire et de travailler en conséquence à son développement.

Ces voix concordantes sont issues du monde de la médiation familiale bien sûr, mais aussi des professionnels du droit : du monde judiciaire (rapport du 1^{er} président de la Cour d'appel de Paris, J-Cl. Magendie⁴), juridique (rapport de la Commission Guinchard⁵), et politique (rapport du médiateur de la République⁶, de la Défenseure des enfants, D. Versini⁷ et rapport du député J. Léonetti⁸). La concordance de ces voix a touché la chancellerie qui a déposé au Sénat le 3 mars 2010 un

⁴ Magendie J-C. *Célérité et qualité de la justice. La médiation : une autre voie*. Cour d'appel de Paris, octobre 2008.

⁵ *Une ambition raisonnée pour une justice apaisée*, rapport remis le 30 juin 2008.

⁶ Rapport annuel 2008, p. 64, <http://www.mediateur-republique.fr>.

⁷ Rapport portant sur les conséquences des séparations parentales conflictuelles sur les enfants remis le 20 novembre 2008.

⁸ *L'intérêt de l'enfant, autorité parentale et droits des tiers*, http://www.gouvernement.fr/sites/default/files/fichiers_joints/Rapport_Leonetti.pdf. 2009.

projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allégement de certaines procédures juridictionnelles prévoyant une tentative de médiation familiale obligatoire préalable à certaines actions en justice. Parallèlement, la préparation d'un projet de Décret avait été annoncée⁹, texte qui vient d'être publié au JO et qui met en place l'information préalable sur la médiation familiale¹⁰.

La loi et le décret apparaissent donc pour l'heure comme les instruments privilégiés de l'essor de la médiation familiale.

Plutôt que de revenir sur le contenu précis des dispositions adoptées, mon propos sera de réfléchir plus globalement sur les enjeux d'une articulation plus importante encore de la médiation familiale avec le système judiciaire. Cette réflexion suppose de s'interroger sur l'opportunité même de réglementer une fois de plus la médiation familiale.

En effet, la médiation familiale est une pratique née de la société civile, d'associations en particulier, comme le crédit-bail et la fiducie sont nés du monde des affaires. Elle a alors été confrontée au dilemme suivant¹¹ :

- Ou bien la pratique demeure à l'état sauvage mais se structure d'elle-même. On assiste alors à une auto-régulation par les codes de déontologie notamment.
- Ou bien l'État intègre les phénomènes de médiation à son système, lui impose peu à peu des règles de fonctionnement (des formes, des délais, des conditions de recrutement, etc.).

⁹ *L'ActuJUSTICE*, la lettre du porte parole du Ministère de la Justice et des libertés, n° 9, 29 avril 2010. <http://www.presse.justice.gouv.fr/lactujustice-11598/simplification-des-procedures-divorce-et-mediation-familiale-19362.html>.

¹⁰ Décret n° 2010-1395 du 12 novembre 2010 relatif à la médiation familiale et à l'activité judiciaire en matière familiale.

¹¹ J. Carbonnier, *Réflexion sur la médiation* (novembre 1991), in *Ecrits*, PUF 2008, pp. 1016 – 1027

La seconde option a clairement été choisie en France et cela depuis de nombreuses années aujourd'hui (1995¹²). La voie choisie a été et est aujourd'hui encore celle de l'intégration par l'État de la médiation familiale à son système. La première option aurait pourtant pu être prise. Au Royaume-Uni, on a refusé de légiférer, considérant que l'activité de médiation s'auto-régulait de façon appropriée¹³.

Quoi qu'il en soit, en France, il est aujourd'hui question de l'institutionnaliser encore davantage. De pratique, souple, évolutive, elle devient institution, c'est-à-dire que la loi (au sens large de règle écrite) lui donne un statut, la dote d'un ensemble de règles déterminant son fonctionnement, règles auxquelles on ne peut déroger. Est-il opportun que ces règles, finalement peu nombreuses dans la loi de 1995 et les lois de 2002 et 2004¹⁴, soient complétées ?

I - Vertus d'une réglementation supplémentaire de la médiation familiale

Il est possible d'identifier trois vertus immédiates à cette réglementation.

A) Contribution à la publicité de la médiation familiale

La réforme en cours suscite et vivifie le débat. Des expérimentations sont en cours, des colloques sont organisés, des publications sont préparées. Tout cet émoi autour la réforme est une occasion d'échanger et de faire connaître la médiation familiale. La ville d'Arras est sans doute un modèle sur ce plan : plusieurs colloques ont été récemment organisés

¹² Loi du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative et décret d'application du 22 juillet 1996.

¹³ Réaction à la question de la transposition de la directive communautaire, voir *Étude d'impact du projet de loi sur la transposition en France*. http://www.legifrance.gouv.fr/html/actualite/actualite_legislative/EI_transpo_dir_civiles_com.pdf, 2010

¹⁴ Lois relatives à l'autorité parentale et au divorce.

sur la question et une expérimentation est déjà menée au TGI. Arras a par ailleurs été choisie dans le projet de loi sur la répartition du contentieux parmi les cinq tribunaux pour expérimenter la tentative de médiation obligatoire¹⁵.

B) Transformation d'une pratique de règle de droit obligatoire

Il n'est pas question ici de l'activité de médiation en général, qui n'est plus une pratique depuis 1995, mais de l'information préalable prévue par le décret du 12 novembre 2010. Même si certains tribunaux pratiquent déjà l'information préalable à l'audience, le fait de l'imposer va obliger tous les tribunaux à mettre en place une articulation étroite de la médiation familiale avec le palais de justice. À court terme, cela va obliger à mettre de l'ordre dans des pratiques parfois très différentes selon les palais. Certains n'auront rien à changer à l'organisation existante alors que d'autres, qui ont très peu recours à la médiation familiale, devront procéder à un réel bouleversement. À plus long terme, cette réglementation va sans doute conduire la profession à se doter de règles de recrutement et de formation encore plus précises. Peut-être assistera-t-on à l'émergence d'une profession dite réglementée, c'est-à-dire dont l'exercice est soumis à l'obtention du DE, sous peine de sanction.

C) Apaisement de certaines craintes à l'égard de la médiation familiale

Réglementer davantage la médiation familiale est de nature à rassurer les sceptiques qui voient dans les modes alternatifs et complémentaires de règlement des conflits une privatisation du service public de la justice et une atteinte aux principes

¹⁵ Les autres villes sont : Paris, Bordeaux, Niort et Saint Denis de la Réunion. Voir Art. 15 du Projet de loi relatif à la répartition des contentieux et à l'allègement de certaines procédures juridictionnelles déposé au Sénat le 3 mars 2010, texte n° 344.

fondamentaux du droit processuel (droit au juge ; respect des droits de la défense, droit à un procès dans un délai raisonnable, etc.). L'unanimité évoquée précédemment autour de l'intérêt de la médiation familiale n'est en effet qu'apparente. Elle cache en réalité une critique récurrente de certains juristes, notamment avocats. Une fois rassurés par l'encadrement légal et judiciaire de la médiation familiale, on peut espérer qu'ils informeront plus volontiers leurs clients sur l'intérêt de se tourner vers elle.

On le constate, compléter le dispositif législatif applicable à la médiation familiale est certainement le moyen privilégié pour permettre son développement. Mais dans toute œuvre législative, il faut faire preuve de prudence et garder à l'esprit que les bénéfices immédiats que l'on peut tirer d'une réforme ne doivent pas occulter certaines conséquences néfastes que seule la mise en œuvre pratique permettra de révéler.

Cette mise en garde, valable pour toute réforme législative, est particulièrement bienvenue à notre époque d'inflation législative. Elle a été merveilleusement énoncée par le père du Code civil, Portalis, dans son Discours préliminaire au code civil : *« il faut être sobre de nouveautés en matière de législation, parce que s'il est possible, dans une institution nouvelle, de calculer les avantages que la théorie nous offre, il ne l'est pas de connaître tous les inconvénients que la pratique seule peut découvrir ; »*

C'est alors à un travail prospectif que nous allons essayer de procéder.

II - Les dangers potentiels d'une réglementation supplémentaire de la médiation familiale

Une loi, un décret se comprennent d'abord par référence à leur contexte. Ils s'insèrent dans un ensemble vaste qui est celui de l'ordre juridique, social et économique d'un pays.

Ce contexte est spatial et temporel.

A) Contexte spatial de la réforme de la médiation familiale

1 – La réforme de la médiation familiale s'inscrit dans la réforme de la Justice.

Elle est un des instruments de la volonté politique de réformer le contentieux judiciaire. Pour comprendre le sens de la réforme de la médiation familiale, il faut donc saisir l'esprit qui anime la réforme de la Justice. Pour ce faire, il suffit de lire les titres des rapports remis au Garde des sceaux qui inspirent aujourd'hui les différentes initiatives :

- Rapport de la Commission Guinchard « *L'ambition raisonnée d'une justice apaisée* »
- Rapports du 1^{er} président de la Cour d'appel de Paris, M. Magendie « *Célérité et qualité de la justice* » dont l'un est consacré à la médiation présentée comme « une autre voie. »
- J'ajouterai pour bien comprendre l'esprit de la réforme du contentieux la référence au titre d'un article tout récemment écrit par M. Magendie dans un ouvrage consacré au professeur Guinchard : « *Loyauté, Dialogue, Célérité. Trois principes à inscrire en lettres d'or aux frontons des palais de justice* »¹⁶.

La médiation familiale, en s'intégrant au système judiciaire, va contribuer à réaliser ces objectifs. Elle va devoir se plier aux exigences de la justice. Quelles en sont les implications ?

On peut en premier lieu se demander comment va s'articuler une profession non réglementée avec le service public de la Justice. Il existe un grand principe d'égalité de traitement devant le service public. Au nom du respect de ce principe d'égalité de traitement, les conciliateurs de justice sont invités

¹⁶ Collectif. *Mélanges en l'honneur de Serge Guinchard. Justices et droit du procès : du légalisme procédural à l'humanisme processuel*. Dalloz 2010.

dans le rapport Magendie à se structurer davantage (choix des lieux de permanences pour permettre l'accès à ce service ; formation obligatoire). Les auteurs sont en effet partis du constat de pratiques diverses qui pourraient porter atteinte à ce principe d'égalité de traitement¹⁷. Si la médiation familiale est intégrée au service public de la justice, elle va peut-être être sommée d'harmoniser ses pratiques, son système de recrutement, etc¹⁸.

En second lieu, on peut se demander où trouver le cadre juridique pour mettre en place cette articulation de la médiation familiale avec le système judiciaire ? Les juristes raisonnent volontiers par analogie en cherchant des figures proches déjà saisies par le droit. Précisément, du point de vue juridique, la conciliation est très proche de la médiation. Il est ainsi à craindre que dans la recherche d'un statut pour le médiateur familial, on ne s'inspire de la conciliation de justice. Or il existe une différence très nette entre médiation et conciliation. La conciliation propose un règlement amiable d'un litige qui autrement serait tranché par le juge. Conciliateur et parties s'attachent à négocier sur des points de droit. La médiation propose la gestion d'un conflit, gestion qui accompagne et ne remplace pas le règlement du litige par le juge. En conséquence, le médiateur n'a pas besoin d'une formation juridique aussi poussée que le conciliateur. Seul ce dernier, parce que son travail porte sur le litige qui est soustrait au juge, doit bien maîtriser les outils juridiques¹⁹.

¹⁷ Page1 du rapport Magendie sur les conciliateurs de justice.

¹⁸ A noter cependant que le rapport Magendie ne le préconise pas.

¹⁹ La formation juridique du médiateur familial n'est cependant pas inexistante. Elle doit lui permettre de saisir toute la complexité du conflit, dont ses éléments juridiques en interaction avec les autres aspects, et savoir quand il est nécessaire de renvoyer les personnes vers leurs avocats pour demander conseil.

Si cette assimilation persiste néanmoins, une autre interrogation risque de surgir. Les personnes devront-elles encore payer pour aller en médiation familiale? La conciliation de Justice est gratuite, ce qui se justifie précisément par le fait qu'elle fait partie du service public de la justice. La conciliation est conçue comme un mode alternatif de résolution des conflits «de proximité », très accessible (rapport Magendie). Mais n'est-ce pas le cas aussi de la médiation ? Il est vrai que comme la rémunération du médiateur familial est inscrite dans la Loi de 1995, il faudrait procéder à une abrogation, ce qui est toujours difficile. Mais l'on se dirige peut-être vers une activité réservée aux seuls services conventionnés lorsqu'elle est exercée dans le cadre judiciaire. Quoi qu'il en soit de ces spéculations, pour l'heure, la question financière se pose réellement à propos des séances d'information sur la médiation familiale qui vont se multiplier du fait de l'information préalable mise en place par le décret du 12 nov. 2010. Gratuites, le resteront-elles si elles doivent se multiplier ?

Dans cette recherche du cadre juridique pour articuler la médiation familiale avec le système judiciaire, je m'en tiendrais à un dernier constat qui n'est plus une spéculation. Le tout récent décret du 1^{er} oct. 2010 pourtant consacré à la conciliation de justice prévoit une mesure qui concerne la médiation²⁰. Un magistrat coordonnateur sera chargé d'établir un rapport annuel aussi bien sur l'activité du conciliateur que sur celle du médiateur²¹. On peut, dans une vision optimiste,

²⁰ Art. 2 du Décret n° 2010-1165 relatif à la conciliation et à la procédure orale en matière civile, commerciale et sociale, entrée en vigueur le 1^{er} décembre 2010.

²¹ Nouvel Art. R. 312-13-1 COJ- un magistrat sera chargé de suivre l'activité des conciliateurs de justice et des médiateurs et de coordonner leur action dans le ressort de la cour d'appel. En particulier, ce magistrat établit un rapport annuel sur leur activité qu'il transmet au premier président de celle-ci ainsi qu'aux présidents des tribunaux de grande instance.

considérer que l'institution d'un juge référent va mettre fin à la situation actuelle où les médiations ordonnées sont souvent liées à l'affinité du JAF pour la médiation et aux relations de confiance tissées avec les médiateurs. Comme les magistrats changent de juridiction tous les deux à trois ans, tout est périodiquement à recommencer. Mais dans une tonalité plus pessimiste, on peut craindre une atteinte à l'indépendance du médiateur. Combinons ce décret du 1^{er} octobre avec celui du 12 novembre relatif à la médiation et à l'information préalable. Cette information porte sur la décision du juge enjoignant les parties de rencontrer un médiateur familial. Il sera indiqué aux parties par courrier « le nom du médiateur familial ou de l'association de médiation familiale désigné » pour procéder à une séance d'information sur la médiation familiale. On peut se demander comment va s'opérer cette désignation du médiateur. À la lecture du décret du 12 novembre, on comprend que la liste pourra être nominative et/ou répertorier les associations. L'établissement d'une liste nominative est discutable, car cela suppose en général une habilitation préalable du tribunal. Quels seront les critères retenus pour accorder l'habilitation ? En fonction de quelles circonstances le médiateur familial pourra-t-il être radié de la liste ? Je vous rappelle que son activité va être « suivie » par le magistrat qui établit un rapport. Est-ce que le rapporteur sera sensible au nombre d'accords obtenus en médiation ? Si tel était le cas, on pourrait craindre que le médiateur familial ne soit tenté d'orienter sa pratique afin d'aboutir à des accords et continuer ainsi à figurer sur la liste. L'établissement de listes nominatives menace donc l'indépendance du médiateur familial. Cette menace est sans doute moins grande si la liste répertorie les associations. Mais quelle sera alors la place laissée aux médiateurs libéraux ?

2 – La réforme de la médiation familiale est partielle

Par ailleurs, comprendre une réforme à la lumière de son contexte spatial suppose d'observer ce qu'elle ne traite pas, les mesures ou institutions qu'elle a choisi de laisser sur le côté de la route.

- **La médiation familiale extra-judiciaire.** Le législateur approche la question du développement de la médiation familiale sous l'angle judiciaire, c'est de la *seule* médiation familiale judiciaire dont il est question. On ne traite pas de la médiation familiale conventionnelle. Les différences entre ces deux modes d'intervention du médiateur familial risquent en conséquence de se creuser. Va-t-on assister à des pratiques de la médiation familiale très différentes selon le contexte – judiciaire ou conventionnel – de son intervention ? C'est un risque évident. Est-ce un mal ? Je m'adresse sur ce point aux praticiens.
- **La médiation judiciaire civile.** La réforme envisagée ne porte que sur la médiation familiale judiciaire et non civile. Éloigner encore davantage ces activités l'une de l'autre est sans doute regrettable. Cela fait oublier qu'un médiateur familial est avant tout un médiateur civil qui pourrait très bien mener des médiations en dehors du seul domaine du divorce et de la résidence, en tout cas du point de vue juridique. La réforme de la médiation civile est d'ailleurs parallèlement envisagée. Un projet de loi a été adopté en sept. 2010 prévoyant la transposition de la directive européenne relative à la médiation en matière civile et commerciale. Il s'agit en particulier d'autoriser le gouvernement à procéder par voie d'ordonnance, c'est-à-dire à prendre la place du Parlement pour mettre la réglementation française en conformité avec les objectifs de la directive européenne. Cette directive ne s'applique

pas dans le domaine familial et vise essentiellement la médiation conventionnelle. La réforme à venir de la médiation civile et commerciale conduira peut-être à compléter la réglementation de la médiation civile à l'image de la médiation familiale. En particulier, l'injonction de rencontrer un médiateur va peut-être être étendue à la matière civile et commerciale. Mais comme cette réforme semble plutôt porter sur la médiation civile conventionnelle, elle prend plutôt le chemin d'une singularisation de la médiation civile par rapport à la médiation familiale, ce qui est encore une fois sans doute regrettable.

Une réforme se comprend enfin à la lumière du contexte temporel.

B) Contexte temporel

La réforme de la médiation familiale aujourd'hui envisagée s'insère après certaines réformes et en précède d'autres.

1 – La quatrième réforme de la médiation familiale judiciaire

L'expérience législative de la médiation familiale n'est pas nouvelle. On pense bien sûr à l'année 2002 qui marque l'entrée de la médiation familiale dans le Code civil en matière d'autorité parentale et à l'année 2004 pour son articulation avec la procédure de divorce.

Mais il ne faut pas oublier que ces dates ne marquent pas l'institutionnalisation de la médiation familiale. Elle a été précédée de la Loi de février 1995 et de son décret d'application en matière de médiation civile judiciaire qui institutionnalisèrent ce qui n'était jusque là qu'une pratique surtout développée en matière familiale.

Faire le choix de la loi et du décret pour tenter de développer la médiation familiale n'est donc pas une nouveauté. En 1995,

il s'agissait de fixer des règles générales pour encadrer ce mode officieux de règlement d'un conflit. En 2002 et 2004, fort du constat du faible développement de la médiation civile, et conscient que dans le domaine familial, une approche apaisée du contentieux était plus nécessaire qu'ailleurs, le législateur s'est spécifiquement consacré à la médiation familiale. Son essor passait déjà par le recours à l'instrument législatif et réglementaire.

Ces différentes réformes ont-elles permis un recours plus important à la médiation familiale ? La réponse est en partie négative. En 2006, la médiation familiale n'est intervenue que dans 1% des 360.000 affaires soumises aux juges des affaires familiales²². Peu efficace, cette réglementation spécifiquement consacrée à la médiation familiale a en outre fait de l'ombre à la médiation judiciaire civile. On associe souvent médiation à médiation familiale et on oublie que tous les juges civils et non pas exclusivement le JAF peuvent désigner un médiateur en matière de voisinage, de relations de travail. Le médiateur familial lui-même pense parfois qu'il est cantonné aux questions prévues par les lois de 2002 et de 2004 – divorce et autorité parentale – alors qu'il est avant tout un médiateur civil, capable d'intervenir dans d'autres conflits.

Ni en 1995, ni en 2002, ni encore en 2004, l'intervention législative a suffi à donner l'impulsion attendue. C'est pourquoi, puisque l'intervention législative semble une fois de plus retenue, il convient aujourd'hui, plus qu'hier encore, de s'interroger sur les raisons de ces chaînes qui retiennent l'émancipation de ce processus.

²² Rapport du 30 juin 2008 sur la nouvelle répartition du contentieux, S. Guinchard. *L'ambition raisonnée d'une justice apaisée*.

Il s'agit d'une très légère progression par rapport à 2003 où, sur 259 000 affaires familiales avec enfant(s) mineur(s), les juges aux affaires familiales recouraient à la médiation familiale dans 0,7 % des procédures.

2 – Le décret sur l'information préalable sera suivi d'autres textes

Le décret nouveau du 12 novembre 2010 va être suivi d'autres textes.

Il convient de rappeler le projet de loi présenté en mars 2010 prévoyant la médiation familiale obligatoire pour les actions modificatives. Cette proposition est appuyée par le Médiateur de la République, lequel, dans son rapport, propose un dispositif contraignant, tel le dispositif québécois institué par une loi de 1997 en vertu duquel le tribunal peut, quand il l'estime approprié, ordonner aux conjoints (avec ou sans enfant) en instance de divorce de recourir à la médiation²³.

Il est une autre loi intéressant de près la médiation familiale. Le 22 décembre 2010 a été consacré le droit dit participatif qui apparaît sous les traits d'une convention de procédure participative (note bas de page : Loi n° 2010-1609 relative à l'exécution des décisions de justice, aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées et aux experts judiciaires, art. 37. ²⁴. Il s'agit d'une forme francisée du droit collaboratif importé des États-Unis dans lequel chaque partie assistée de son avocat s'engage à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable en évitant ainsi une saisine contentieuses du juge. Cette convention peut être conclue en

²³ Rapport op. cit. « le juge aux affaires familiales devrait avoir le pouvoir (à tout moment de la procédure et s'il estime cette mesure adaptée) de renvoyer les intéressés devant un médiateur familial. La décision du juge se limiterait à l'obligation de participer à une tentative de médiation, sans préjuger naturellement de son issue et sans que son échec puisse être préjudiciable à l'une des parties. »

²⁴ Proposition de loi relative à l'exécution des décisions de justice et aux conditions d'exercice de certaines professions réglementées, adoptée en 1^{ère} lecture par l'assemblée nationale le 30 juin 2010 et transmis au sénat pour seconde lecture. N. Fricero, « Qui a peur de la procédure participative ? Pour une justice, autrement... », Mél. En l'honneur de S. Guinchard, Dalloz 2010, p. 145 ; Fl. G'sell-Macrez, « vers la justice participative ? Pour une négociation « à l'ombre du droit » », D. 2010 Chron 2450.

matière de divorce ou de séparation de corps²⁵. Fort heureusement, cette convention, intervenant en amont de la saisine du juge, ne ferme pas la possibilité de recourir à la médiation familiale judiciaire²⁶. Dans les autres matières civiles cependant, lorsque la procédure participative n'a pas permis d'aboutir à un accord, il n'est plus possible de tenter une médiation ou une conciliation²⁷. La spécificité de la réponse apportée en médiation familiale par rapport à la négociation raisonnée menée dans le droit participatif semble avoir été reconnue.

Conclusion

À court terme, l'adoption d'une loi et d'un décret apparaissent comme le mode le plus efficace de promotion d'une institution. Mais il faut se garder de trop encadrer l'activité de médiation. De même que les médiateurs se gardent de donner tout conseil juridique afin de préserver la liberté des personnes, liberté garante de la créativité de ces dernières, le législateur doit se garder d'enfermer cette activité dans des règles trop nombreuses. La vitalité de cette profession doit être préservée. À cette fin, le médiateur n'est pas et ne doit pas devenir un auxiliaire de justice.

Quoi qu'il en soit, l'impulsion législative et réglementaire envisagée ne suffira de toute façon pas pour assurer l'essor de la médiation familiale, comme en témoignent l'expérience des réformes précédentes. D'autres pistes doivent être explorées. En particulier, il semble essentiel que les juges aux affaires familiales et les greffiers soient convaincus de l'utilité de la médiation familiale. Cette connaissance passe par une

²⁵ Art. 2067, al. 1 nouveau Code civil

²⁶ Art. 2067, al. 2 nouveau Code civil

²⁷ Art. 2066 nouveau Code civil

formation sur ses particularités²⁸ ainsi que par un renforcement des liens avec les médiateurs familiaux. À cette fin, la création de commissions au sein du tribunal entre les JAF et les services de médiation, la mise en place de rencontres régulières et la signature de protocoles est une voie à explorer. Il convient cependant de laisser à chaque juridiction le soin de définir, avec les médiateurs familiaux locaux, leur propre mode de fonctionnement tenant ainsi compte des particularités locales. À ces réunions, il serait de plus indispensable d'associer au moins un représentant des avocats. À terme, on pourrait ainsi concevoir que ces derniers, dans l'exécution de leur obligation d'information, aient le devoir d'informer leurs clients sur les modes non seulement alternatifs (droit collaboratif ou participatif) mais aussi complémentaires (médiation familiale) de gestion des conflits familiaux²⁹.



²⁸ En ce sens, rapport Magendie et rapport du Médiateur de la République, op. cit.

²⁹ Proposition faite par le Médiateur de la République.

L'information préalable à l'audience, la place des différents professionnels

Sylvie VANTROYEN

*Avocat
Barreau de Béthune (Pas-de-Calais)*

Introduction

Les conflits familiaux représentent plus de la moitié du contentieux civil et près d'un divorce ou de séparation sur deux revient devant le juge pour cause de désaccord persistant notamment sur les modalités d'exercice de l'autorité parentale. Le rôle du médiateur familial est de restaurer la communication entre les parties et de les guider vers un protocole d'accord qui sera homologué par le juge.

La médiation familiale judiciaire est entrée dans le code civil grâce aux lois du 4 mars 2002 sur l'autorité parentale et du 26 mai 2004 réformant le divorce.

La médiation joue encore un rôle très marginal dans le processus de traitement des conflits familiaux et le législateur souhaite en renforcer son rôle.

1. LES TEXTES ACTUELS

La médiation familiale est prévue dans le cas de saisine du juge par les parties, elle reste facultative

Dans le Livre III du Code de procédure civile, *Dispositions particulières à certaines matières*, sous le Titre Ier *Les*

personnes, Chapitre V *La procédure en matière familiale*, l'article 1071 du code de procédure civile prévoit que :

« Le juge aux affaires familiales a pour mission *de tenter de concilier les parties*. Saisi d'un litige, il peut proposer une mesure de médiation et, *après avoir recueilli l'accord des parties*, désigner un médiateur familial pour y procéder.... »

C'est avant tout le rôle du juge d'informer les parties de l'existence d'une médiation familiale car tenter de concilier fait partie de sa mission. Il peut donc proposer cette médiation, une fois, saisi et après avoir recueilli l'accord des parties.

Dans ce cas l'audience est reportée et l'affaire n'est pas plaidée, une médiation est ordonnée.

Si un accord intervient, il peut être homologué et a donc force exécutoire et autorité de la chose jugée.

L'injonction à l'information à la médiation familiale

C'est le juge qui l'ordonne par décision de justice non susceptible de recours article 1071 du code de procédure civile.

Les cas de saisine sont :

Une demande en divorce, l'article 255 du code civil prévoit en son alinéa 1 que le juge peut dans le cadre des mesures provisoires au moment de la conciliation « *proposer aux époux une mesure de médiation et après avoir recueilli leur accord, désigner un médiateur familial pour y procéder.* » ou en son alinéa 2 que le juge peut « *enjoindre aux époux de rencontrer un médiateur familial qui les informera sur l'objet et le déroulement de la médiation.* »

Une séparation de couple vivant maritalement, l'article 373-2-10 du code civil prévoit « *en cas de désaccord, le juge s'efforce de concilier les parties.* »

« À l'effet de faciliter la recherche par les parents d'un exercice consensuel de l'autorité parentale, le juge peut leur proposer une mesure de médiation, et après avoir recueilli leur accord, désigner un médiateur familial.

« Il peut leur enjoindre de rencontrer un médiateur familial qui les informera sur l'objet et le déroulement de cette mesure. »

L'information doit porter sur l'objet et le déroulement de la mesure. (Voir les textes)

2. LA REFORME

L'objectif de la réforme annoncée dans le projet de loi du 3 mars 2010 est d'inciter les parents à renouer le dialogue pour favoriser les accords à l'amiable de telle façon que toute nouvelle saisine pour faire modifier les mesures devra obligatoirement être précédée d'une tentative de médiation sauf motif légitime (exemple, les violences conjugales).

Il s'agit alors de la double convocation qui permet de renvoyer les parties devant le médiateur, dès saisine de la juridiction, tout en donnant également une date d'audience aux parties, soit aux fins d'homologation d'un accord, soit aux fins de jugement.

Le délai s'écoulant ainsi entre le dépôt de la requête et la première audience devant le juge aux affaires familiales pourrait être mis à profit pour tenter d'instaurer un dialogue constructif.

Quid de la mise en place de structure de médiation au sein de chaque juridiction ?

Il serait question de généraliser la mise en place de structures de médiation au sein de chaque juridiction en les dotant de moyens nécessaires. Mise à disposition de salles...

Est-ce le lieu souhaitable alors que nous parlons d'apaiser les conflits ?...

Est-ce alors une simple information ou une médiation expresse ?...

Les parties seraient-elles assistées de leur avocat ? À quelles conditions l'avocat pourrait entrer dans la médiation ?

Les clients peuvent demander à être assistés, aidés et épaulés dans la négociation.

Il faut une information éclairée sur les conséquences juridiques et judiciaires de tout accord.

La nature de l'information

Quelle est la nature de l'information donnée par le médiateur ?

Le médiateur informe-t-il les parties que les conseils d'ordre juridique ou psychologique peuvent être obtenus d'un autre professionnel.

L'avocat reste le technicien du droit. Il accompagne et conseille son client. Il lui fait prendre conscience de l'évolution de la législation sur l'autorité parentale, du principe de co-parentalité et de la notion de l'intérêt supérieur de l'enfant qui peut ne pas être conforme à son intérêt parental ? L'avocat connaît les lois, la jurisprudence, la pratique de sa juridiction et en informe son client. Il soutient aussi son client très souvent désemparé et pris dans un conflit passionné. Il peut l'aider à prendre du recul car une relation de confiance s'est instaurée entre lui et son client. Il est écouté et en cela, Il a sa place dans la médiation. Est-ce une place physique (présence à la médiation auprès de son client) ou un partenariat et dans ce cas un échange entre le médiateur et l'avocat. Quid alors de la confidentialité partagée !!!

LA PLACE DE L'AVOCAT DANS LA MEDIATION

L'avocat en droit de la famille s'engage à la recherche de solutions élaborées communément de bonne foi dans la courtoisie et le respect de l'autre.

L'esprit est celui d'un partenariat et non d'un affrontement pour la recherche d'une solution pérenne.

L'esprit doit être apaisé et coopératif avec la volonté de trouver une meilleure solution.

Le recours à la Justice est parfois destructeur et l'avocat envoie son client vers la médiation avant même de saisir la Justice dans la cas d'une rupture totale de dialogue entre les parents à tel point que les décisions déjà prises ne sont pas applicables.

La Justice a tranché, mais les parties refusent de l'appliquer.

Lorsqu'il y a une situation de blocage impossible à régler, le recours à la médiation est conseillé par les avocats.

Faut-il rendre obligatoire aux avocats le fait d'informer leurs clients de la possibilité de recourir à une médiation ?

LA PLACE DE L'AVOCAT D'ENFANT

Les droits de l'enfant ont nettement progressé ; actuellement, les enfants ont le droit de s'exprimer dans toutes procédures les concernant. Cf l'article 12 de la Convention internationale des droits de l'enfant. La loi française s'est alors conformée à cette disposition et prévoit que la demande d'audition devant le JAF faite par l'enfant lui même, ne peut être refusée si l'enfant est capable de discernement. Article 388-1 du code civil.

La loi du 5 mars 2007 va même loin dans la mesure où le juge a l'obligation d'informer l'enfant de ce droit.

Il a le droit de consulter un avocat et de se faire assister devant le juge aux affaires familiales dès lors qu'il est capable de discernement ;

L'enfant est partie à son procès d'assistance éducative et a le droit à son avocat.

D'ailleurs, l'aide juridictionnelle est de droit.

Quid de sa place dans le cadre de la médiation ? L'avocat d'enfant peut être consulté à cet effet s'il a reçu l'enfant dans son cabinet. Il a un rôle neutre à jouer et rapporte la parole de l'enfant. Cela peut aider à la solution. Simple information. Car très souvent on a le point de vue des deux parents et souvent ils ne convergent pas.

Quid du ressenti de l'enfant et sa parole à prendre en compte par les parents ?

Mon expérience : je plaide en présence des parents pour leur faire prendre conscience des émotions et des sentiments des enfants. Ceci permet de renouer un dialogue entre les parents et les enfants pour aller vers un apaisement.

En définitive, l'avocat devient partenaire
de cette démarche de médiation



L'information préalable à l'audience... Ou le « DEVOIR DE S'ASSEOIR »

Sandrine SAINGÉRY

*Médiatrice Familiale DE en Exercice Libéral
Formatrice
Administratrice APMF
Déléguée Départementale des Pyrénées Orientales*

Un jeune couple me conta qu'à l'occasion de leur mariage, le grand père de Madame, d'origine africaine, au cours des festivités, prit par le bras les jeunes mariés et s'adressa avec un grand sérieux, en aparté à eux, ainsi :

« Mes enfants, vous avez un devoir, maintenant... »

Naturellement et avec humour, ils pensèrent que cet homme raisonnable allait aborder le « devoir conjugal » et lui firent remarquer qu'ils présumaient de quoi il allait leur parler pour leur future vie de couple.

« Non, répondit grand père, vous avez le devoir... de vous asseoir ! ».

« De nous asseoir ? » s'étonna le jeune couple à l'unisson.

« Oui, mes enfants, vous avez le devoir de vous asseoir... ensemble... et de vous poser la question de pourquoi vous êtes ensemble. De ne jamais abandonner ce qui vous a rapproché et de continuer à le garder vivant pour continuer le chemin ensemble dans un respect mutuel »

Aujourd'hui nous sommes assis... ENSEMBLE, magistrats, médiateurs familiaux, avocats, universitaires, psychologues..., tous à partager un intérêt pour la médiation familiale et dans un sens plus large au service des familles et notamment des enfants. Nous avons pris du TEMPS sur nos vies, nous nous sommes assis, disponibles les uns aux autres au sein d'un nouveau CADRE de VIE.

Mais qui sommes nous, quel est notre mythe fondateur ?
comme pourrait le formuler Robert NEUBURGER. Qui, quoi
nous rassemble aujourd'hui ? Quelle est notre croyance
commune ?

Quelle est la place de chacun ? Quel rôle ?

Comme un enfant quand il ne sait pas qu'elle est sa place,
RIEN pour lui, ne peut être à sa place.

Aussi dans le cadre de mon intervention partagée avec Maître
Sylvie VANTROYEN, avocat, de ma place de médiatrice
familiale, et devant les questionnements soulevés dans le cadre
de l'entretien d'information préalable, il me semble opportun
de nous poser dans un premier temps, au regard de la
publication récente du Décret du 12 novembre écoulé, de
savoir auprès de qui cet entretien d'information préalable à
l'audience semble nécessaire.

L'ENTRETIEN D'INFORMATION **PRÉALABLE À L'AUDIENCE**

Un espace... un temps vers Une quatrième dimension.
(Passé, futur, ailleurs...ICI ET MAINTENANT)

* **Information d'abord auprès des professionnels du
judiciaire, avocats et magistrats.**

Force est de constater que nous nous méconnaissons entre
professionnels.

Se connaître, se reconnaître passe par une nécessaire
rencontre.

Nous avons une croyance et volonté commune « servir les
familles et les enfants », mais quelles sont nos compétences,
nos outils, nos pratiques...

« Penser et élaborer du Commun » tels sont les propos
introdutifs de la Présidente de l'Association Pour la

Médiation Familiale, Audrey RINGOT.

À la croisée des regards... et des chemins.

Collaborer ensemble au service des familles

Quatre questions à se poser en préliminaire chacun de sa place, pour envisager de penser un possible commun.

- Ai-je envie de collaborer et de m'investir au service des Familles et de l'intérêt de l'Enfant?
- Puis-je accepter que Toi, l'Autre, l'autre professionnel, tu puisses t'investir au service des Familles ?
- Puis-je accepter que Toi, l'Autre, tu t'investisses différemment de Moi ?
- Pour collaborer ENSEMBLE, (Toi et Moi, l'autre et moi) au service des Familles et de l'Enfant.

Cela va supposer de pouvoir travailler ensemble, « co » faire ensemble, avec. Sans émotion, (peur, colère, tristesse, joie ou même amour) mais en toute rationalité en mettant en commun nos pratiques, nos compétences reconnues réciproquement et de nos rôles qui nous incombent de par la place que chacun entend occuper.

À l'inquiétude de Maître Sylvie VANTROYEN, à savoir si les médiateurs familiaux s'immisçaient dans le rôle qui est le sien de conseiller en droit, "son client", je répondrai qu'un médiateur familial, exerçant consciemment son métier dans le respect de son Code de déontologie et de son éthique, ne débordera pas du cadre qui est le sien, à savoir Accueillir, les personnes et non "la ou les parties" et de travailler sur la relation et non sur le litige.

Le médiateur familial pourrait réciproquement s'interroger sur la Parole de l'avocat et ces conséquences notamment au regard de l'intention d'entrer ou non en processus de médiation familiale. Ainsi une médiatrice familiale m'a relaté l'anecdote suivante :

À l'occasion d'une permanence d'entretien d'information au sein d'un TGI de Province, l'avocat sortant de l'audience, accompagne son client jusqu'à la porte de l'espace d'information et lance : "Allez-y, le juge l'a dit, mais de toute façon, ça ne marchera pas ! la Médiation ça sert à rien !"

La médiatrice m'a fait partager sa satisfaction car au terme de son entretien d'information, Monsieur a accepté d'entrer en processus, libre et éclairé dans son consentement.

Nous pourrions continuer sur des anecdotes qui n'ont d'intérêt à être relatées que justement parce que nous ne sommes pas dans cette dimension. Elles n'ont germé que sur le terrain de la méconnaissance de nos pratiques respectives.

Pour collaborer Ensemble, il convient de se connaître.

Osons la Rencontre, nous médiateurs et comme Monsieur le Président JUSTON a pu le dire « les avocats et les magistrats n'iront pas naturellement à vous ». Il convient qu'il y ait dans chaque département un médiateur qui favorise ces rencontres.

Ainsi, osons proposer de croiser nos regards sur la médiation familiale, présentons nous, forçons les portes de prétoires. Que risquons-nous ? le NON nous l'avons déjà. Nous risquons seulement d'y parvenir et d'être reconnu dans ce que nous prônons : LIER. RELIER. (Ligare, mais sans entraver).

Unissons et affichons nos communes compétences... entre Médiateurs aux différents statuts

Déjà entre médiateurs et n'apparaissions pas « désunis » ou pire « en guerre » entre associations conventionnées, associations non conventionnées et libéraux.

Nos pratiques et notre formation validée par le DEMF nous confère une légitimité pour nous exprimer d'une seule voix et voie. Point de cacophonie, d'ordre et de contre ordre...

La Voix aux tonalités diverses, certes parce que c'est la vie, celle d'un professionnel tiers indépendant, qui accueille dans

un lieu neutre, sans pouvoir de décision et sans jugement, dans l'impartialité et la confidentialité.

Si nous adhérons et nous ASSEYONS ensemble à l'occasion de cette journée nationale de rencontre APMF sur l'entretien d'information, est-ce que nous avons un sens commun, un intérêt commun qui font que nous sommes Famille ? Tous différents mais pourtant dans la même FILIATION.

Et nous sommes en quête désormais d'AFFILIATION.

L'expérience catalane parmi d'autres.

S'asseoir pour s'affilier.

Un outil parmi d'autres : la projection débat "la Médiation Familiale, c'est mieux d'en parler"... film reportage d'Olivier BORDERIE auquel l'APMF a participé, mais aussi des familles, des enfants, des médiateurs nationaux et internationaux, des magistrats,...

Le reportage va commencer par un témoignage d'Association d'avocats médiateurs.

Sommes-nous différents ? Non, nous sommes médiateurs familiaux avec un corps, un tronc commun, et nous en sommes branches et ramifications.

avocats et juges aux affaires familiales présents se sont exprimés sur la confidentialité de nos entretiens, cette part d'intime qui leur échappe et qui pourtant peut avoir des conséquences sur leurs rôles auprès des « parties » , mais aussi sur des incidences procédurales.

Le temps de la médiation n'est pas le temps du judiciaire.

Le temps d'accueil même dans nos entretiens n'est pas celui du temps devant le juge aux affaires familiales, ni même le temps au sein d'un cabinet de psychologue.

Vingt-quatre à trente dossiers, je préfère le terme de "familles" en une matinée d'audience. Où est le temps de s'asseoir et de se parler ?...

L'aléa judiciaire, comme l'évoquait à juste raison le Président JUSTON, est omniprésent. Au national, "un juge, une décision..."

Voilà le risque majeur et commun que nous partageons, celui qui est encouru par les familles et que les avocats et les médiateurs souhaitent leur épargner.

* **Auprès des personnes accueillies**

Le temps de s'asseoir et de dire « JE », que l'entretien soit individuel ou collectif, le temps de songer à s'arrêter sur soi et non sur l'autre, d'envisager d'autres possibles et ce par le biais nécessaire de... l'accueil, d'un libre consentement et non une soumission « au dictat judiciaire »

Une injonction sans sanction, car le médiateur familial ne rendra pas "compte" sur la volonté ou non, sur la "responsabilité" selon le terme consacré qu'un avocat m'avait demandé d'attester à l'occasion d'un refus de Madame d'entrer en processus.

Confidentialité du médiateur familial qui informera si oui ou non le processus peut être mis en place, mais n'attestera de qui, n'entend entrer ou pas, poursuivre le processus... Ni les motifs.

Le temps de l'entretien d'information, de l'entretien dans le cadre du processus, le temps de la médiation, le temps judiciaire ou ...

L'ENTRE... EUX... DEUX

« Dur avec le cadre, Tendre avec les personnes » pour citer Pierre GRAND. « Pour Parler à deux, il faut être Trois ».

Et pourtant, cette injonction s'impose aux personnes, il n'y a pas juridiquement de voie de recours à cette injonction. Mais y-a-t-il sanction ?

Il n'est pas possible de faire appel à la décision du magistrat qui oriente vers la rencontre pour information avec un médiateur familial. Jusqu'à présent il n'était pas précisé dans quel délai, ni forcément le nom du médiateur à rencontrer, tout

le moins il était renvoyé vers la Maison d'Accès au Droit où les permanences se tiennent périodiquement.

Pour en avoir échangé avec les magistrats et la Maison d'Accès au Droit, il pouvait y avoir une déperdition car par la désignation nominative d'un médiateur familial (association ou libéral) cela permettait l'envoi par le greffe de la copie de grosse au médiateur désigné qui peut, après un délai raisonnable, se manifester auprès des personnes tout en leur ayant permis de venir librement vers l'espace d'information. Le médiateur contacte par voie épistolaire ou par tout autre moyen la personne en se mettant à sa disposition pour un entretien d'information et non une convocation. Une invitation à la rencontre.

L'entretien d'information passe par une rencontre avec le médiateur familial, par une nécessaire présentation du professionnel physique. Comme un échange, deux inconnus ne se présentent-ils pas avant d'envisager une réelle communication et conversation?

Pour glisser vers la réelle information sur le processus de la médiation familiale, s'accepter dans le même espace, temps. Certes, souvent les personnes arrivent en ce lieu en proie à de vives émotions. Colère, peur, tristesse sont souvent exprimées.

ACCUEILLIR est le maître mot, permettre d'ores et déjà à la personne de s'arrêter, de se poser. Accueillir sa parole mais pas ses récriminations sur l'autre, l'information c'est au médiateur familial de la donner tout en sachant qu'elle ne pourra être entendue que lorsque la personne aura pu S'ASSEOIR... et accepter l'idée de lâcher prise un instant sur l'autre pour s'arrêter sur lui.

Dure limite pour le médiateur qui doit savoir accueillir, entendre, mais aussi reposer le cadre de cet entretien d'information, et ne pas rentrer en processus à ce stade

d'entretien individuel.

Dans ma pratique, majoritairement judiciaire, l'accueil dans le cadre d'une médiation familiale spontanée dite conventionnelle ou par orientation judiciaire soit pour injonction à l'entretien d'information ou pour la médiation ordonnée... est le même.

Je me permets simplement de préciser aux personnes accueillies que *« ce n'est pas une sanction, et que le magistrat s'il les a orientés vers cet espace, est qu'il a foi en ce que... Peut être. Ces deux là... vont pouvoir trouver ensemble, leur solution, dans l'intérêt de tous, mais assurément pour celui de leur enfant que personne d'autre mieux qu'eux ne peuvent connaître et rassurer. »*

Reconnaître les compétences et mettre en avant les possibles, tous les possibles.

Verbaliser le positif là où le négatif est parfois omniprésent.

Expliquer que la médiation familiale n'est pas donnée à tout le monde ...qu'il convient de pouvoir être en capacité de se dépasser et que le magistrat a reconnu en eux cette compétence de parent responsable et que par l'obligation de moyen... et non de résultat, cela ouvre des possibles par la revalorisation là où on ne pensait que « sanction ».

De toute façons *« qu'est ce qu'on risque, puisque si nous ni parvenons pas... le magistrat...lui avec l'alea judiciaire... lui tranchera. »*

Parler du coût *« oui mais je veux savoir combien cela va me coûter, car en plus avec l'avocat, s'il faut que je paye encore? C'est pas moi qui l'ai voulu cette médiation, ni même la séparation, alors vous comprenez? »*

Et oui, je comprends... s'appauvrir... la séparation est l'une des premières causes d'appauvrissement au national. Précarité en tous domaines et social parfois.

Impartialité est présente dès l'entretien d'information, ou la "partialité équilibrée" de reconnaître la difficulté vécue par la

personne sans omettre que la difficulté vécue par l'autre est toute aussi légitime.

Expliquer comment se déroule un entretien «collectif » pour...

Passer de l'Angoisse à la Peur,

La Peur de quelque chose d'identifiée nous permet de ne pas demeurer dans l'inhibition et de pouvoir agir ou accepter cet état de fait.

L'Angoisse plus sourde, plus diffuse, fait que nous ne savons pas d' où vient le danger et que nous devons être en veille automatique, ce qui est épuisant physiquement et psychologiquement.

Savoir comment cela va se passer concrètement avec un temps, un horaire, une durée, un lieu identifié, (voilà pourquoi je préfère accueillir dans le lieu où aura lieu le processus de médiation s'il devait être mis en place), connaître le médiateur qui va vous accompagner, connaître les tarifs... permet à la personne... comme a pu l'exprimer également Martine MURER... le contrôle. La capacité de chacun de se situer, et de pouvoir agir, mettre un terme ou non à ce qu'il vit.

Souvent les personnes me disent

« ENSEMBLE ? Mais j'avais pas compris ça ! Faut que je le (la) rencontre ? »

Et parfois,

« Mais c'est pas avec moi qu'il y a un problème, c'est mon enfant qui ne veut pas ou plus (la) voir depuis qu'il ou elle est partie de la maison... Moi je lui dis d'y aller... mais je ne veux pas la (le) voir, je ne peux plus la ou (le) sentir avec tout ce qu'il m'a fait... avec vous, je veux bien... »

Par un cadre sécurisant, accueillant, non jugeant, nous pourrions provoquer la rencontre de ces deux impossibles.

Un processus volontaire, après une information pour un consentement libre et éclairé, un lieu neutre, une confidentialité, une impartialité (finalement une somme de

petites partialités équilibrées) sans pouvoir de décision, ni jugement, une indépendance du médiateur.

De la complémentarité sans allégeance, un partenariat respectueux.

La gratuité de l'entretien d'information ?

Oui mais pour qui ?

Pour la personne accueillie que cela soit individuellement ou collectivement

Mais Pour le coût du médiateur qu'il soit salarié ou en libéral, l'Association Employeur, elle aussi assume, supporte une charge financière inhérente à la tenue de telle permanence ou rendez vous d 'entretien sur le temps salarial rémunéré de son employé. Une association qui rémunère ses médiateurs familiaux le fait par rapport aux compétences pour accompagner un processus de médiation familiale.

Plus que pour tenir des permanences d'information...

Quel est le professionnel qui travaille gratuitement aujourd'hui ?

Cette prise en charge est à réfléchir au regard de la multiplication possible au regard du Décret du 12 Novembre 2010, si les entretiens d'information sur la médiation familiale devaient se généraliser en dehors des Tribunaux (désignés).

J'entends non sans frémir ce que Federica RONGEAT- OUDIN a soulevé comme crainte... si une telle pratique devait se généraliser sans qu'il n 'y soit réfléchi en amont.

« La généralisation des entretiens d'information pourrait conforter certains Présidents de TGI et Chambre de la Famille à ne fonctionner, à ne désigner que les Services des Associations Conventionnées », non sur la base d'une compétence, car il ne saurait être fait de comparaison au regard de l'obtention du même diplôme d'État, condition nécessaire à l'obtention du conventionnement Prestation de

Service, afin que les subventions de JUSTICE soient justifiées.

L'épée de DAMOCLÈS, ou le "résultat comptable... des médiations réussies"

Dimensions à considérer sous un axe différent que l'optique judiciaire. Un protocole d'accord ne formalise pas nécessairement une médiation réussie, signifiant homologation dossier... classé pour répondre aux besoins des statistiques qu'il serait vain de nier, qui sont imposés aux magistrats dans l'obligation de raisonner en terme de rotation de dossiers, en nombre et en temps de suivi, statistiques annuelles.

Qui peut donner les entretiens d'information...

À regard de nos exigences, seul un médiateur familial peut donner cet entretien d'information.

Oui, mais lequel ? Celui des services, un libéral, un autre... ne risque-t-il pas si nous nous fédérons dans une organisation APMF ou FENAMEF... de permanence, qu'il existe un risque que le médiateur qui informe n'oriente que vers son service ?

Sera- t- il celui qui accompagnera la ou les personnes pour le processus, que se passera- t-il si sur une permanence différente, Monsieur rencontre à une date tel médiateur et que Madame a une autre date, rencontre un autre médiateur et que chacun désire conserver le lien avec le médiateur qu' il aura rencontré. Demande légitime au regard de tous les tiers qui s'incluent dans leur vie intime.

Il conviendra à mon sens entre médiateurs concernés de se référer à notre déontologie et de respecter après avoir pris contact avec son confrère ou sœur, de la chronologie de la rencontre, à moins qu'il ne soit possible, allez rêvons, d'envisager une co-médiation, ou que les personnes n élisent au final que tel ou tel médiateur et pourquoi pas un autre... Un troisième médiateur... qui n aurait tenu ni pour l'un ni pour l'autre cette information.

Sur quel Budget ?

Celui de la prestation de Service, celui de la Justice avec qui sait... le bénéfice de l'Aide Juridictionnelle.

Les budgets du Ministère de la Justice se réduisent et il ne sera pas possible de faire supporter ce coût. Il se crée comme pour dédommager les jeunes avocats au sein des Maisons d'Accès au Droit des partenariats de Financement à hauteur de 60 € par matinée par permanence pour permettre une pérennité du service rendu aux personnes et un engagement intéressé des professionnels pour au moins un défraiement.

En faisant remarquer sur les Pyrénées Orientales, nous sommes en réflexion avec les magistrats sur la rédaction dans le corps de la décision aux fins d'éviter un « nouveau passage » devant le magistrat pour bénéficier de l'Aide Juridictionnelle. En effet, il me paraît inéquitable de ne pas en faire profiter certaines personnes.

L'existant est le suivant : si après un entretien d'information suite à une injonction à entretien d'information, la médiation peut être mise en place, elle sera considérée comme conventionnelle et privera du bénéfice de l'aide juridictionnelle. Il convient qu'elle soit ordonnée par le magistrat pour que le bénéfice de l'Aide Juridictionnelle soit mis en action. Il est de l'intérêt budgétaire de la Justice, que le coût de la médiation familiale soit supporté par les personnes.

Cela pourrait être un frein au processus de médiation mais aussi un frein au temps judiciaire. Car souvent il y a urgence à accueillir et accompagner les familles afin de pacifier les relations familiales.

Le médiateur familial doit donc en amont du processus, administrativement obtenir de la part de la personne, la décision du Bureau d'Aide Juridictionnelle (BAJ) soit directement par copie remise par la personne elle même, mais aussi pourquoi pas par l'avocat lui même (ce que je pratique

fréquemment) qui est nommément désigné dans ledit document. Opportunité supplémentaire pour se reconnaître en qualité de professionnel au sein de la même procédure et d'informer de la mise en place effective du processus.

« À deux MAINS, pour DEMAIN » et comme disait PLINE le Jeune, lui même avocat « Aujourd'hui, c'est demain ! ».

J'ai commencé par une histoire africaine, je finirai par un proverbe africain

« Seul, on marche plus vite, Ensemble, on marche plus loin... »

Le chemin semble long encore, a défaut de nous ASSEOIR, marchons ensemble pour aller loin, mais n'oublions pas que le plus grand des voyages... commence toujours par un petit PAS.



Articulation du temps de la justice et de la médiation familiale - Quel tempo ?

Marc JUSTON

Magistrat

Président du TGI de Tarascon (Bouches du Rhône)

Introduction

Justice et médiation familiale sont amenées à coexister dans le cadre des lois sur l'autorité parentale et sur le divorce. Pour une application de la médiation familiale efficace, intelligente et soucieuse de l'intérêt des familles, dans le cadre judiciaire, il convient de réfléchir à l'articulation du temps de la Justice et du temps de la médiation familiale.

La problématique est de savoir comment deux logiques différentes, voire opposées, que sont celle de la Justice (verticale) et celle de la Médiation (horizontale) peuvent cohabiter, coexister et s'articuler ?

Force est de constater que s'il y a bien des logiques, des approches, des conceptions, des appréhensions, des façons de faire différentes entre Justice et Médiation, il n'y a pas forcément contradiction, antinomie, incompatibilité, opposition sur toute la ligne.

La mise en place d'un partenariat entre tous les acteurs judiciaires

Le postulat de départ réside dans l'élaboration dans chaque juridiction d'un partenariat de qualité. Pour que la médiation familiale puisse fonctionner, il est en effet nécessaire que tous

les acteurs judiciaires soient impliqués et en comprennent les mécanismes et la spécificité.

Cette mise en place doit se faire dans un partenariat solide et complémentaire de tous les acteurs du litige familial (juges, greffiers, avocats, notaires, médiateurs familiaux) réunis par le président du tribunal de grande instance, de concert avec le bâtonnier de l'ordre des avocats, en une équipe soudée, centrée sur le même objectif à savoir, soutenir la démarche de la famille en mutualisant les moyens d'action, dans le respect des champs de compétence et de la déontologie propre à chaque professionnel.

Notamment, les acteurs judiciaires doivent se réunir régulièrement pour échanger sur les indications à la médiation familiale, le contenu des décisions, sur la tarification pour les usagers ou les questions d'organisation (aide juridictionnelle, accueil des personnes, prises de rendez vous dans l'ordonnance d'injonction etc..).

Rassembler ainsi les énergies de tous les professionnels donne à la médiation et à l'audition de l'enfant toute son efficacité. Si l'un des acteurs professionnels juristes méconnaît le sens et l'objectif de la démarche, celle ci peut, soit demeurer stérile (l'avocat par exemple déconseille la médiation à son client par peur de voir ses intérêts maltraités) ou avorter (l'avocat ne tient pas compte des accords obtenus et décide, pour mieux défendre son client, de les modifier voire de les utiliser contre l'autre partie). De même, si le médiateur méconnaît un aspect procédural important (date d'audience, appel en cours...) ou néglige d'informer le participant à la médiation d'un point de droit qu'il doit voir avec son avocat, les résultats de la médiation peuvent en subir des conséquences.

Il doit rester présent à l'esprit de tous que les membres de la famille en litige sont les premiers acteurs en charge de

transmettre les informations nécessaires et de les véhiculer entre les différents professionnels travaillant avec eux.

Cependant, les liens directs entre professionnels sont indispensables, que ce soit de façon générale sur les modalités de fonctionnement ou, au cas par cas, lorsque cela s'avère indispensable pour les personnes, et avec leur accord, en respectant la confidentialité du contenu de la médiation. Ce travail en lien a, enfin, pour vertu de permettre aux différents professionnels de se connaître et d'intervenir de façon concertée. C'est un bon moyen de diffuser la connaissance et la culture de la médiation.

Le partenariat doit s'étendre de plus aux différentes institutions locales (Communes, Maisons de la Justice et du Droit, Centres Sociaux), départementales (Caisses d'allocations Familiales, Conseil Général) ou régionales (Cour d'Appel, Conseil Régional), ce qui permet de pérenniser la durée de la vie de l'action dans la Cité.

Regard d'un juge aux affaires familiales

Quel regard le juge aux affaires familiales peut il, doit il porter sur l'articulation entre Justice et Médiation, avant, pendant, et après l'audience, en utilisant les textes actuellement en vigueur ?

De façon incontournable, le processus de la médiation familiale judiciaire a à faire avec la procédure judiciaire, les deux temporalités doivent cohabiter.

Les deux temporalités ont à se connaître et à se reconnaître.

La temporalité de la Justice, avec le modèle conciliation/négociation, est a priori plus courte, au moins dans l'objectif, les délais et les dates d'audience par exemple sont fixés par le juge aux affaires familiales.

La temporalité de la médiation familiale est a priori plus longue, ou à tout le moins dépend du rythme des participants, elle prévoit le temps de la maturation.

Il convient aussi de bien définir le temps de la médiation familiale et le temps de la Justice.

La médiation familiale travaille sur « l'être », sur la rencontre avec l'autre, et par la même la rencontre de soi. Elle travaille sur le décodage des propos des parties, avec la reformulation, et la recherche du sens des mots de chacun. La médiation familiale permet de faire « travailler » les personnes qui se séparent. La médiation familiale est un temps de transformation par la rencontre. C'est le temps de la démystification de l'autre (conjoint, partenaire..) nécessaire à une vraie rencontre, le temps du désencombrement des miasmes du conflit, le temps de l'expression de soi. C'est le temps où l'être est en mouvement. Elle travaille sur l'humain.

La Justice, notamment familiale, est rythmée par le tempo procédural, et ce, même si l'humain est toujours présent. La Justice est trop souvent un temps de gestion des dossiers, plus que de transformation des personnes.

La pratique démontre que les temporalités sont intrinsèquement différentes. La question se pose alors de savoir comment concilier le temps de la médiation familiale et le temps de la Justice.

Comment concilier deux temps si différents dans l'absolu ?

Comment mesurer, quantifier le temps de la médiation familiale et, comment l'insérer dans celui plus formel de la Justice. La Justice peut elle laisser le temps de la médiation familiale « bousculer » son propre temps ?

Comment aller à la découverte de l'autre et faire en sorte que Justice et médiation familiale travaillent en synergie ?

Comment faire en sorte que l'espace de la médiation familiale et l'espace Justice, qui ont le même objectif voulu par le législateur, à savoir l'apaisement et la pacification des conflits familiaux, soient complémentaires et permettent aux personnes d'être responsables de leurs choix ?

L'articulation avant l'audience du juge aux affaires familiales

L'article 1108 du Code de procédure civile dispose qu'« à la convocation par le greffe par lettre recommandée doit être jointe à titre d'information, une notice exposant, notamment les dispositions des articles 252 à 254 du Code civil sur la tentative de conciliation, ainsi que des articles 1° et 2° de l'article 255 du Code civil, qui vise la médiation familiale ».

Il est important que ladite notice d'information soit rédigée de concert avec le juge aux affaires familiales, les avocats, les greffiers et les médiateurs familiaux. Elle doit préciser notamment ce que sont la médiation familiale et le rôle de l'avocat. Elle doit prévoir les permanences des médiateurs familiaux.

Au vu de ce document, force est de constater que nombre de justiciables vont s'informer et demander à l'audience un renvoi de la procédure, de manière à engager un processus de médiation familiale.

Si le juge aux affaires familiales est seulement soucieux de ses statistiques, de ses délais d'audiencement, de l'évacuation de ses dossiers et de son stock, ce qui peut se comprendre, il risque de ne pas faire droit à la demande de renvoi. Par contre, s'il est convaincu de la place de la médiation familiale, il ne pourra qu'accepter.

De même, il est important que l'avocat puisse, dans son cabinet, lorsqu'il reçoit un client, avant même d'engager une

procédure, lui donner le conseil de réfléchir à la médiation familiale et lui demander de revenir le voir, soit après s'être informé, soit après avoir engagé un processus de médiation familiale avec son conjoint. Mais l'avocat peut préférer, dans le cadre de la gestion de son dossier, engager tout de suite une procédure, plutôt que d'attendre les résultats de la médiation familiale.

Il est opportun toutefois que dans la requête adressée au juge aux affaires familiales, l'avocat indique si son client est ou non d'accord pour engager un processus de médiation familiale par la formule suivante :

« En l'état de la mésentente entre les parents, Mr.. sollicite de la juridiction une mesure de médiation familiale ».

L'utilisation de cette formule démontre que l'avocat a parlé avec son client de ce que peut lui apporter ce mode d'accompagnement. Il est souhaitable que l'avocat présente en tout état de cause, au préalable, dans son cabinet, à son client ce qu'est la médiation familiale, et lui précise que le juge sera susceptible de la lui proposer, ou de l'enjoindre à rencontrer un médiateur familial pour une séance d'information.

L'articulation au cours de l'audience et dans le cadre de la décision du juge aux affaires familiales

Pour nombre de magistrats et d'avocats, la voie de la médiation familiale est une voie difficile.

Beaucoup de juges aux affaires familiales, pour ne pas dire tous, sont confrontés à des stocks à gérer – « le nez dans le guidon » - « les mains dans le cambouis », et soumis à un impératif qui demande au juge de savoir trancher et juger.

Beaucoup de juges soutiennent que la fonction du magistrat est de trancher le conflit et non de « botter » en touche, en faisant appel à la médiation.

Nombre d'avocats ont besoin de maîtriser la procédure de leur client. Ils soutiennent qu'avec la médiation familiale, ils ne maîtrisent plus le temps de la procédure, ce qui peut poser un problème en termes de gestion du dossier et de rentabilité. Certains avocats prétendent que la médiation familiale ne peut qu'augmenter les délais de procédure.

Or, force est de constater que régler un conflit familial ne se fait pas en quelques minutes dans un cabinet de juge, ni en quelques lignes de rédaction de motifs aussi pertinents et aussi convaincants soient-ils, et ce quelles que soient les qualités de l'avocat et du juge.

De surcroît, l'expérience démontre que la médiation familiale, qui dure en règle générale entre trois et six mois, ne retarde pas la procédure, bien au contraire. Et même si les parties n'ont pas signé d'accords écrits à la fin du processus, dès lors que la médiation a pu rétablir une communication entre les parties, la résolution du conflit s'en trouve facilitée par la voie de la négociation.

Comment le juge peut-il harmoniser le temps judiciaire et le temps de la médiation familiale à l'audience et lors de sa prise de décision ? Quel rôle le juge doit-il avoir ?

Le rôle du juge à l'audience est primordial (écoute, apaisement, mise en place d'un début de communication sans violence) avec pour postulat que « les mots sont faits pour rendre service, pas pour accabler ».

À l'audience, il est important que le juge aux affaires familiales rappelle au couple les répercussions d'une procédure conflictuelle, non seulement en termes de durée de la procédure, mais aussi en conséquences tant pour les parents que pour les enfants: dépression, désinvestissement professionnel, perte d'emploi, précarité...

S'agissant de la durée de la médiation familiale (entre trois et six mois en moyenne), il est opportun d'insister auprès des couples qui se séparent et auprès des avocats sur les incidences en termes de délais de procédure. Prolonger une procédure de trois mois à six mois n'est rien, par rapport à une guerre qui peut ruiner les parties psychologiquement et financièrement.

La médiation familiale représente un gain de temps sur le long terme, certains conflits récurrents pouvant durer des années.

Il est nécessaire aussi que le juge aux affaires familiales facilite par sa décision la médiation familiale et l'engagement du processus.

Pour arriver à cette fin, il doit faire en sorte :

- Que la décision provisoire ne fasse ni gagnant, ni perdant, de manière à ce que les parties au litige soient en capacité de se rendre en médiation familiale, même s'il convient de reconnaître que dans certaines situations, c'est difficile.
- De préciser dans la motivation et le dispositif de la décision, ce qu'est l'autorité parentale et de rappeler les droits et devoirs de chacun des parents :

« Dans le cadre de l'autorité parentale exercé en commun, les parents devront :

- *Prendre ensemble les décisions importantes notamment en ce qui concerne la santé, la scolarité, l'éducation religieuse et le changement de résidence,*
- *S'informer réciproquement, dans le souci d'une indispensable communication entre parents, sur l'organisation de la vie de (ou des) l'enfant (s) (vie scolaire, sportive et culturelle, traitement médicaux, loisirs, vacances etc.*
- *Permettre les échanges de (ou des) l'enfant (s) avec l'autre parent dans le respect du cadre de vie de chacun ».*

Il reste que présenter et aborder la médiation familiale peut paraître inopportun dans le contexte d'audiences particulièrement chargées, lorsque le juge aux affaires familiales ne dispose que de peu de temps, lorsque le conflit est particulièrement aigu ou lorsque les parties ne comparaissent pas en personne.

Dans de tels cas, il peut être préférable d'enjoindre les parties de rencontrer un médiateur familial, plus à même de cerner les perspectives de la médiation et de leur donner une information complète, sans la pression de l'audience.

À ce sujet, il est utile de verser des éléments de réflexion pratiques sur les modalités fixées par le juge aux affaires familiales pour articuler dans les meilleures conditions possibles, la décision enjoignant les parties à une séance d'information ou ordonnant une médiation familiale avec l'accord des parties et le travail du médiateur familial :

Concernant les modalités de mise en œuvre de cette mesure d'injonction, les textes actuels sont taisants, et la Chancellerie n'a pas établi de circulaire d'application, si bien que plusieurs scénarios sont possibles et envisageables sur la manière.

Au vu de ma pratique, le rendez vous judiciaire fixé dans l'ordonnance par le juge aux affaires familiales paraît être la solution la plus satisfaisante pour l'injonction à une séance d'information.

En effet, il y a le temps du juge aux affaires familiales et le temps du médiateur familial. Il est préférable de donner un espace temps pour chacun. En outre, le juge motive l'ordonnance d'injonction et rappelle les objectifs de la loi du 4 mars 2002 et de la loi du 26 mai 2004. Or cette motivation est utile pour le médiateur familial. Elle peut être reprise par le

médiateur familial dans le cadre de l'entretien, pour soutenir l'information donnée à chacune des parties.

Il est important que la décision du juge aux affaires familiales donne la possibilité au médiateur familial, d'engager immédiatement le processus de médiation familiale, si les parties l'acceptent, après l'information, sans que le juge soit amené à prendre une nouvelle décision.

L'article 131- 6 du code de procédure civile prévoit que le juge aux affaires familiales fixe la consignation que les parties devront effectuer au greffe, avant la mise en place de la mesure, et la répartition entre les parties.

D'expérience, il est démontré que lorsque les parties n'ont pas l'aide juridictionnelle, il est souvent difficile de les convaincre d'avancer le coût global de la médiation familiale, et ce alors qu'elles doivent régler les honoraires de leur avocat et que la plupart rencontrent des problèmes financiers, liés à la séparation.

Pour faire face à ces difficultés et faire en sorte que la médiation démarre le plus rapidement possible, il est opportun de fixer dans la décision, un coût plancher par personne et par entretien, cette somme étant versée directement au médiateur, après chaque séance, sans consignation préalable.

Le dispositif suivant peut être adopté à cet effet :

*« Enjoint Mme ... et M. ... à rencontrer un médiateur familial,
« Désigne pour y procéder l'Association ... ,
« Avec pour mission l'information sur l'objet et le déroulement
de la mesure de médiation familiale,
« Dit que Mme ... devra se présenter devant le médiateur
familial ... le...
« Dit que M. ... devra se présenter devant le médiateur familial
... le ...
« Dit que si les parties acceptent une mesure de médiation
familiale, l'Association aura pour mission d'entendre les*

parties et de confronter leurs points de vue pour leur permettre de trouver une solution au conflit qui les oppose.

« Dit que le représentant légal de l'Association devra Nous faire connaître, en application de l'article 131-4 du code de procédure civile, le nom de la ou des personnes physiques qui en son sein assureront l'exécution de cette mesure.

« Dit que dans le cas où les parties accepteraient une mesure de médiation familiale, celle-ci devra être réalisée dans un délai de trois mois à compter de la première réception des parties et qu'elle pourra, le cas échéant, être renouvelée pour une période de trois, à la demande du médiateur.

« Dit que le coût de chaque entretien, à verser directement au médiateur familial, sera fixé en fonction des revenus de chacune des parties et selon une grille présentée par le médiateur familial, le coût minimum par entretien étant de 5 euros par partie et le maximum de 131,21 euros.

« Dit que cette provision devra être directement versée au médiateur et ce, dans un délai d'un mois à compter de la présente décision.

« Dispense la partie qui bénéficie de l'aide juridictionnelle du versement de ladite provision par application de l'article 22 alinéa 3 de la loi du 8 février 1995.

« Dit que le médiateur tiendra le juge informé des éventuelles difficultés rencontrées dans l'accomplissement de sa mission.

« Dit qu'à l'expiration de sa mission, il devra informer le juge de ce que les parties sont ou non parvenues à trouver une solution au litige qui les oppose. »

L'articulation pendant le déroulement et à la fin du processus de la médiation familiale

Force est de constater qu'une fois qu'elle a été ordonnée, de manière à ce que la porte soit ouverte vers une possible coexistence avec les acteurs judiciaires et à ce que la médiation familiale fonctionne, il est nécessaire que :

- l'avocat engage son client à s'inscrire dans le processus de médiation, non pas par stratégie procédurière, mais parce qu'il est convaincu que c'est la meilleure solution pour aider son client à sortir du conflit.

L'avocat doit désormais être modéré dans son approche de la séparation et modérateur dans ses échanges avec l'autre partie.

Comme le dit Maître Louis SAYN-URPAR, bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Tarascon :

« Avec la médiation familiale, le justiciable va participer à la décision, et le travail de l'avocat sera allégé. L'avocat se consacrera à l'essentiel, c'est à dire au conseil et à la mise en forme juridique ».

Le temps du déroulement du processus de médiation nécessite de la part de l'avocat une assistance différente.

L'avocat doit s'inscrire dans un combat contre le conflit. Il ne doit se tenir ni en retrait, ni en pause, mais assister son client dans sa démarche d'apaisement.

- le judiciaire laisse et respecte le temps de la maturation inhérent au bon déroulement du processus de médiation familiale.

Les acteurs judiciaires doivent épouser un objectif commun, voulu par le législateur, à savoir l'apaisement et la pacification d'une séparation, ce qui nécessite de mettre « en parenthèse » la procédure et les échanges de conclusions entre avocats, qui pourraient nuire en l'efficacité de la médiation familiale.

L'objectif de volonté d'apaisement et de pacification règle le tempo des acteurs judiciaires.

- Le médiateur familial, au début, pendant le déroulement et à la fin du processus de médiation familiale, ne reste pas inactif avec les acteurs judiciaires.

Il lui appartient notamment :

- D'échanger des courriers dans chaque dossier lors de la réception de la décision du juge, pour accepter la mission et désigner le ou les médiateurs qui effectueront la médiation,

- En cours de médiation, de demander, avec l'accord des avocats, un éventuel report d'audience ou un renouvellement de mission,
- De ne pas hésiter, tout en respectant la confidentialité, à un échange avec les avocats sur les éventuelles difficultés rencontrées dans une médiation familiale (mise en place impossible, danger pour les personnes ou les enfants, non indication à la médiation..),
- D'inciter les médiés participant à la médiation à interroger régulièrement leurs conseils sur les aspects juridiques et légaux des décisions qui se construisent, et à leur montrer l'accord envisagé pour information et/ou pour mise en forme juridique,
- En fin de médiation, d'informer les avocats et le juge de l'aboutissement du processus, du nombre d'entretiens, de la mise en place ou non d'un accord (lequel peut être total, partiel ou verbal), et à tout le moins d'une reprise d'un dialogue parental.

Conclusion

La médiation familiale est un outil de sécurité judiciaire.

La médiation familiale est une pause, une parenthèse dans le combat judiciaire, et il est nécessaire que tous les acteurs judiciaires adaptent leur comportement, leur travail à cet accompagnement.

L'esprit généré par la médiation familiale permet une approche apaisée et intelligente du litige familial, où chacun des partenaires unit ses forces pour soutenir la demande de la famille. Qu'un seul des acteurs se démotive et toute l'activité peut s'en ressentir. C'est un travail toujours en chantier qui demande à chacun la volonté d'adapter sa pratique sans la dénaturer.

Force est de constater toutefois que dans un ressort judiciaire, la mise en œuvre de la médiation familiale ne se décrète pas - la démocratie ne se décrète pas- mais elle se prépare et se travaille avec tous les acteurs judiciaires. Le juge ne peut ordonner une médiation familiale, comme il ordonne une enquête sociale ou une expertise psychiatrique ou psychologique.

Utiliser l'accompagnement de la médiation familiale dans le cadre des procédures nécessite une réflexion entre tous les acteurs judiciaires sur notamment l'harmonisation entre le temps du judiciaire et le temps de la médiation familiale. Méconnaître cette obligation préalable ne peut qu'engendrer un dysfonctionnement de la médiation familiale, préjudiciable aux couples qui se séparent.

Quelques mots d'humour de Michel SERRE :

« Désormais tout le monde a une montre et personne n'a le temps. Échangeons l'une contre l'autre: donnons nos montres et prenons notre temps ».



Comment doit-on (peut-on) articuler le temps judiciaire et le temps en médiation familiale ?

Martine MURER

*Médiateur familial
Persan (Val d'Oise)*

1 - Le temps en médiation familiale

La médiation familiale intègre différents éléments, dont le temps.

En règle générale, cette notion est intégrée dans le discours du médiateur familial quand il présente le cadre de la médiation familiale aux demandeurs : *« les séances durent 1 h ½ à deux heures....un délai de 15 jours environ est nécessaire entre deux séances.... »*.

Dans les documents de références de l'APMF (le code de déontologie et dans le livret nommé *Pratique éthique de médiation familiale*) cet élément est nommé, mais de manière moins formelle.

- Dans le code de déontologie du médiateur familial le temps en soit n'est pas défini.

On peut supposer dans les formulations suivantes :

- ✓ *« ...le médiateur familial tiers.....ouvre un espace confidentiel, en organisant des rencontres ...puis il renvoie cette notion de temps sur le livret éthique dans le paragraphe, définition de la rencontre de médiation familiale,*
- ✓ *Page 7 : « ce dispositif se compose de rencontres – limitées dans le temps et susceptibles d'être*

interrompues à la demande des participants (dont le médiateur familial) »

- ✓ Puis à nouveau page 3 du code déontologie article 4, le médiateur familial « *précise les principes et les modalités de rencontre...* »

... que cette notion de temps est du seul ressort du médiateur familial.

Mais quelles sont les raisons qui amènent ces utilisations particulières du temps, en médiation familiale ?

Toute action nécessite un sens, une direction et donc un début et une fin.

De poser des limites de temps, durée des séances, durée de la médiation familiale, pose la limite de l'action de médiation familiale.

Il y a un début, il y a une fin.

L'engagement que les personnes prennent a donc un terme, à l'intérieur de la médiation familiale.

Cela permet aussi que la parole de chacun ait le temps de se développer, de s'épanouir. Ainsi, la personne peut « s'exprimer » dans la définition de ses besoins.

On ne parle pas de tout et de rien : on parle de ce dont on a besoin de parler au regard de la difficulté relationnelle avec l'autre, ainsi on peut aborder tout ce qui importe.

Le conflit amène une « dé temporisation ». Les plaintes portent sur le passé, hier, la douleur, la colère que l'on a ressenti : la limite du temps ramène dans la temporisation, dans le réel, dans l'ici et maintenant, afin d'avoir une projection sur le futur.

La médiation familiale est une concrétisation du paradoxe : espace de rencontre de l'autre que l'on ne veut plus voir au niveau du conjugal, mais qui est une obligation de

concertation au niveau parental. Le temps en médiation familiale (temps de la rencontre et temps entre deux rencontres) permet aussi la concrétisation du paradoxe : je ne veux pas lui parler et pourtant je dois lui parler.

Le temps permet donc, la jonction entre l'individualité et l'altérité.

Les personnes passent du

« je ne pense qu'à moi, à ma douleur » à

« j'ai besoin »... puis...

« j'entends ton besoin reconnais le mien » pour enfin arriver à

« j'ai besoin – j'entends ton besoin et j'accepte de faire un quart de tour sur ma position ».

Ce temps fait partie du cadre que le médiateur familial propose, il permet ainsi de penser la rencontre en une rencontre acceptée, volontaire. Marquer la limite du temps sécurise ainsi la personne sur la limite de sa présence dans cette rencontre. Cela lui permet de penser son engagement et d'en garder le contrôle.

Cela permet aussi, de différencier l'extérieur et l'intérieur de la rencontre de médiation familiale.

Les personnes se préparent à être, un temps donné, dans des dispositions particulières et à aborder des éléments privés.

Cette notion de temps rassure aussi sur d'autres éléments du cadre comme la notion de l'équité.

Ainsi chacun aura le temps nécessaire pour dire, entendre et comprendre.

Le temps en médiation familiale permet aussi de prendre le temps : il peut être reporté, renégocié.

Le temps en médiation familiale est donc un temps particulier : il est nommé, expliqué et utilisé.

Il participe donc au processus.

2 - Le temps judiciaire ou les délais judiciaires ?

La gestion des dossiers judiciaires doit, compte tenu de la convention européenne des droits de l'homme, être traitée avec des délais raisonnables. Les états membres sont donc dans une obligation de réflexion sur la gestion du temps dans le traitement des dossiers.

Les dossiers doivent avoir une réponse dans un temps raisonnable quel que soit leur nombre, leur complexité et dans le cadre des affaires familiales, les requêtes répétitives.

Le juge aux affaires familiales prend donc en compte, tant la demande du requérant, que l'équilibre juridique des autres « intervenants » : l'autre demandeur, les personnes en fragilité (enfant, personne âgée....).

Il écoute les requérants, mais compte tenu du nombre d'auditions dans une journée, le temps imparti à chaque rencontre est un temps court.

Ce temps court accentue la radicalité dans le positionnement des acteurs de la scène judiciaire : « en un temps plus ou moins imparti, je dois montrer mes raisons, qui démontrent que ma position est la seule acceptable ».

3 - Alors comment articuler ces deux temps :

Personnellement je pense que ce sont deux temps différents. D'un côté, les personnes sont protégées de l'extérieur pour récupérer leur potentialité, de l'autre le temps a besoins d'acteurs différents pour parler de soi.

Est-ce pour autant antinomique ?

Des expériences se sont ouvertes un peu partout.

Certains tribunaux envoient avec le formulaire pour déposer la requête, une invitation à se rendre auprès d'un service de médiation familiale.

Des permanences d'information à la médiation familiale sont positionnées, au sein des tribunaux, en même temps que les auditions des juges aux affaires familiales.

Mais l'expérimentation proposée dans les cinq tribunaux jusque-là désignés par la Ministre de la Justice (Paris, Bordeaux, Arras, Niort, Saint Pierre de la Réunion) va au-delà de cette notion de permanence³⁰.

Le tribunal « impose » un temps de rencontre en médiation familiale.

Est-ce que ce temps est un temps de présentation « succinct » de la médiation familiale ou un temps d'information à la médiation familiale ?

Par expérience, l'orientation sur un service de médiation familiale est ressentie par les personnes comme une obligation.

Cette obligation vient alimenter la possibilité de pression sur la rencontre spatio-temporel de la médiation familiale, mais également sur le déroulé de la médiation familiale et sur le processus de la médiation familiale.

Pour moi l'entretien d'information à la médiation familiale fait partie intégrante du processus de médiation familiale. Il est un des moments importants de la rencontre avec les individus qui vont être, tout autant que moi, responsable du respect de l'ensemble du cadre.

C'est donc un moment d'expérimentation de certains aspects de cadre :

- *Volontariat* : ils sont là, individuellement ou ensemble car ils le veulent bien

³⁰ Note de l'APMF : Actuellement les tribunaux cités lors des États Généraux du Droit et de la famille par Madame Alliot-Marie, Ministre de la justice, en janvier 2010, ne font toujours pas l'objet d'une désignation officialisée dans un arrêté que doit encore rendre le Ministère de la Justice.

- *Respect de l'autre* : quand ils viennent ensemble, ils se doivent respect, déjà à ce moment, d'eux et de l'autre – quand ils viennent séparément, la « présence de l'autre » est posée dans l'espace par « la chaise vide »
- *Impartialité* : le médiateur familial va exercer cette posture de manière à laisser à chacun la possibilité de s'exprimer sur ce qui les amène à être présents dans cette rencontre d'information.
- *Indépendance* : c'est dans cette rencontre que le médiateur familial va répondre à l'urgence des personnes face au tribunal, par le rythme qu'il donnera tant pour la durée de la rencontre, que l'espace avec la prochaine rencontre.
- *Confidentialité* : le médiateur familial va donner les limites de ses rapports avec les autres partenaires : avocat, juges...
- *Liberté* de chacun à chaque rencontre de mettre fin au déroulé de la médiation familiale ; liberté d'aborder les sujets ; liberté des décisions à prendre.
- Le choix de réaliser ou pas un projet d'entente écrit sur certains points ou tous les points de concordance posés par eux.

C'est aussi un moment de « concrétisation ». Ils nomment souvent pour la première fois, ce qui est conflit. Ils commencent à donner forme à leur ressenti. Ils en « palpent » aussi le sens

Il est alors important de laisser le « temps » aux personnes d'avoir le choix de mettre en place la rencontre suivante.

Pour moi, cette rencontre est à poser comme une injonction à l'information, sauf que le magistrat n'aura pas vérifié à l'avance que les personnes en sont d'accord.

Donc, la posture du médiateur familial sera essentielle afin que les personnes différencient les deux mondes : celui du judiciaire et celui de la médiation familiale.

Le rôle essentiel du médiateur familial sera de laisser le « choix » le plus éclairé possible aux personnes et de laisser la porte ouverte à tout moment pour expérimenter la médiation familiale.

Le but de la médiation familiale est de permettre à des individus une rencontre, dans laquelle ils vont pouvoir aborder librement leurs besoins, reconnaître ceux de l'autre et ceux dont ils ont responsabilité.

Cela est possible en laissant la liberté à chacun (et au médiateur familial) de continuer cette recherche de choix, de limites, de responsabilités réciproques. Cela sera possible, si le monde judiciaire accepte ce positionnement lié à l'indépendance du médiateur familial ainsi que les spécificités du processus.

Et après et après seulement pourra être abordé une possibilité de projet d'entente.

(Mais le fait de se rencontrer n'est il pas déjà une première entente en tout cas une tentative de premier accord ?).

L'articulation entre les deux mondes (judiciaire-médiation familiale) et la reconnaissance du temps de chacun sera possible car les limites seront reconnues par tous. Ainsi le sentiment d'instrumentalisation, de normalisation sera évité.

Car s'articuler veut alors dire se structurer, se doter de moyens (matériel, humains, financiers), en respect de l'indépendance et des places de chacun.

Allocution de clôture « Les bons mots de la fin... »

Audrey RINGOT

Présidente de l'APMF

Durant cette journée, il aura été intéressant d'être attentif aux mots que chacun utilise. Ces mots se rapportent au cadre de référence des professionnels que nous sommes.

Les opposer les uns aux autres risquerait de nous amener à une confrontation stérile.

Les apposer, les uns à côté des autres, nous permet de prendre la dimension de nos relations et de nous appuyer sur les nécessaires liens que sont amenés à faire entre nos espaces, les personnes que nous rencontrons.

Ces mots que les personnes utilisent d'un espace à l'autre, que chaque professionnel traduit et même transforme pour habiter l'espace dans lequel il exerce sa pratique et sa mission, montrent à quel point il est important de s'écouter, pour s'entendre et pour permettre à ceux et celles que nous recevons de se comprendre, de se dire pour pouvoir s'accorder...

Les mots font médiation, pour nous-mêmes, entre les personnes... gageons qu'ils puissent aussi faire médiation entre nos espaces !

Voilà ce que nous avons pu entendre aujourd'hui...

Les personnes / Les parties / Les dossiers

Une invitation / Une convocation

Le tri... pour choisir ? / pour écarter ?

Se sentir obliger / S'engager

Obligation / Libre arbitre

Indépendance / Auxiliaire de justice

Être dans la confusion / trouver la place

Local / National

Harmoniser / Uniformiser

L'Être / L'Autre

Processus / Procédure

Militantisme / Partenariat

Information avant / Information après

Compétence / Reconnaissance

(Jouer) la montre / (Prendre) le temps

Début / Fin

Hier / Ici et là

Le temps est parlé / Le temps est négocié

...

La liberté pourrait-elle advenir dans la contrainte ? Pourquoi pas...? Quelles seraient alors les conditions d'un possible acheminement vers l'engagement volontaire ?

Sans doute le temps d'élaborer un changement de vie, pour soi, sans l'autre, avec d'autres.

Comment chacun va contribuer à ce que chacun existe équitablement, co-existe librement et dans une inter-indépendance négociée, acceptable et sereine ?

Cette question vaut bien évidemment pour ceux qui pensent dans l'espace de médiation familiale... et pour ceux qui pensent ensemble à l'extérieur de cet espace.

Pour que chacun expérimente un autrement socialement, affectivement, économiquement, psychiquement, il nous faut en élaborer les conditions ensemble, notamment en organisant nos rapports. En effet, c'est en clarifiant les frontières de nos espaces qu'ils n'en seront que plus lisibles et complémentaires.

De nos débats, il semble que nous puissions ré-affirmer ensemble aujourd'hui, que l'information est une étape essentielle du processus de médiation familiale.

Au delà de cette conviction que les médiateurs partagent ensemble depuis longtemps, au sein de chaque territoire, avec toutes les réalités locales qui s'y vivent, s'asseoir à côté les uns des autres est un enjeu qui peut contribuer à ce que l'information participe à l'engagement des personnes dans le processus et qu'elle facilite la procédure.

Retrouvons-nous ici et là, dans nos espaces, continuons de nous rencontrer, de débattre, de faire vivre et reconnaître nos expériences, nos réalités spécifiques à chaque territoire pour que la médiation familiale reste une pratique utile... aux personnes qui la souhaitent pour elles-mêmes.

ANNEXES

Annexe 1 - Décret n° 2010-1395 du 12 novembre 2010
relatif à la médiation et à l'activité judiciaire
en matière familiale

Annexe 2 - Communiqué de presse APMF du 5 février
2010

Annexe 3 - Communiqué de presse APMF du 6 avril 2010

Annexe 4 - Compte-rendu de la commission éthique de
l'APMF du 01.04.09

Annexe 5 - Présentation d'Isabelle Juès, présidente de
l'APMF, à l'attention du groupe de travail
MAGENDIE sur la médiation éthique et
déontologie du médiateur familial

Annexe 6 - Un Projet de Loi sur le Recours Préalable
Obligatoire à la médiation familiale - 3 mars
2010

Annexe 7 – L'information préalable à l'audience ou
« double convocation ». Position de l'APMF

Annexe 1 - Décret n° 2010-1395 du 12 novembre 2010
relatif à la médiation et
à l'activité judiciaire en matière familiale

16 novembre 2010

JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Texte 59 sur 338

Décrets, arrêtés, circulaires

TEXTES GÉNÉRAUX

MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTÉS

Décret n° 2010-1395 du 12 novembre 2010 relatif à la médiation et à l'activité judiciaire en matière familiale

NOR: JUSC1004763D

Le Premier ministre,

Sur le rapport de la ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés,

Vu la Constitution, notamment son article 37-1 ;

Vu le code civil, notamment son article 373-2-10 ;

Vu le code de l'organisation judiciaire ;

Vu le code de procédure civile ;

Vu la loi n° 95-125 du 8 février 1995 relative à l'organisation des juridictions et à la procédure civile, pénale et administrative, notamment ses articles 21 à 26 ;

Le Conseil d'État (section de l'intérieur) entendu,

Décrète :

CHAPITRE I^{er}

Expérimentation de certaines modalités de mise en œuvre de l'injonction de rencontrer un médiateur familial

Article 1 - Pour l'application du troisième alinéa de l'article 373-2-10 du code civil, les parties sont informées de la décision du juge leur enjoignant de rencontrer un médiateur familial soit par courrier, soit à l'audience. Il est indiqué aux parties le nom du médiateur

familial ou de l'association de médiation familiale désigné et les lieux, jour et heure de la rencontre. Lorsque la décision est adressée par courrier, il leur est en outre rappelé la date de l'audience à laquelle l'affaire sera examinée. Lors de cette audience, le juge homologue le cas échéant l'accord intervenu ; en l'absence d'accord ou d'homologation, il tranche le litige.

Article 2 - Les dispositions de l'article 1er sont applicables à titre expérimental, jusqu'au 31 décembre 2013, dans les tribunaux de grande instance désignés par un arrêté du garde des sceaux, ministre de la justice.

Article 3 - Quatre mois au moins avant le terme de l'expérimentation prévue par l'article 2, les chefs des juridictions désignées par l'arrêté mentionné au même article adressent au garde des sceaux, ministre de la justice, un rapport faisant le bilan de cette expérimentation.

CHAPITRE II

Coordination de l'activité judiciaire en matière familiale

Article 4 - Le code de l'organisation judiciaire (partie réglementaire) est modifié conformément aux articles 5 à 11 du présent décret.

Article 5 - Après la sous-section 3 de la section 1 du chapitre III du titre Ier du livre II, il est inséré une sous-section 3-1 ainsi rédigée :

« Sous-section 3-1

« Le magistrat coordonnateur de l'activité en matière de droit de la famille et des personnes

« Art.R. 213-9-1.-Le président du tribunal de grande instance désigne, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège, un magistrat qui assure la coordination de l'activité des magistrats du siège du ressort du tribunal en matière de droit de la famille et des personnes.

« Il est mis fin à ses fonctions et pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

« Le magistrat désigné établit un rapport annuel sur l'activité des magistrats du siège en matière de droit de la famille et des personnes, qu'il transmet au président. Ce dernier communique ce rapport au premier président de la cour d'appel ainsi qu'au procureur de la

République et à toute personne à laquelle il estime cette communication utile. »

Article 6 - L'article R. 212-37 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« 9° Le projet d'ordonnance préparé par le président du tribunal désignant le magistrat coordonnateur en matière de droit de la famille et des personnes qui exercera les attributions mentionnées à l'article R. 213-9-1. »

Article 7 - La sous-section 2 de la section 1 du chapitre II du titre Ier du livre III est complétée par un article R. 312-13-2 ainsi rédigé :

« *Art.R. 312-13-2.*-Le premier président désigne, après avis de l'assemblée générale des magistrats du siège, un conseiller qui assure la coordination de l'activité des magistrats du siège du ressort de la cour en matière de droit de la famille et des personnes.

« Il est mis fin à ses fonctions et pourvu à son remplacement dans les mêmes formes.

« Le conseiller désigné établit un rapport annuel sur l'activité des magistrats du siège en matière de droit de la famille et des personnes, qu'il transmet au premier président. Ce dernier communique ce rapport, avec ses observations, au garde des sceaux, ministre de la justice. Il le communique également aux présidents des tribunaux de grande instance du ressort de la cour d'appel ainsi qu'au procureur général et à toute personne à laquelle il estime cette communication utile.»

Article 8 - Le 4° de l'article R. 312-42 est complété par un alinéa ainsi rédigé :

« g) Le conseiller qui assure la coordination de l'activité des magistrats du siège du ressort de la cour en matière de droit de la famille et des personnes. »

Article 9 - A l'article R. 552-10, les mots : « de l'article R. 213-8 » sont remplacés par les mots : « des articles R. 213-8 et R. 213-9-1 ».

Article 10 - A l'article R. 562-10, les mots : « de l'article R. 213-8 » sont remplacés par les mots : « des articles R. 213-8 et R. 213-9-1 ».

Article 11 - Les articles 6, 7 et 8 sont applicables en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie.

Article 12 - Les dispositions du présent chapitre entrent en vigueur

le premier jour du troisième mois suivant la publication du présent décret.

Article 13 - La ministre d'État, garde des sceaux, ministre de la justice et des libertés, et le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 12 novembre 2010.

FRANÇOIS FILLON

Par le Premier ministre :

*La ministre d'État,
garde des sceaux,
ministre de la justice et des libertés,*
MICHÈLE ALLIOT-MARIE

*Le ministre de l'intérieur,
de l'outre-mer et des collectivités
territoriales,*
BRICE HORTEFEUX

Annexe 2 - Communiqué de presse APMF du 5 février 2010



Association Pour la Médiation Familiale
A.P.M.F. - 11 rue Beccaria, 75012 PARIS
Tel : 01.43.40.29.32 – Fax : 01.43.40.30.09
Email : contact@apmf.fr - Web : www.apmf.fr

Communiqué de presse de l'APMF - Association Pour la Médiation Familiale -

Paris, le 5 février 2010

Lors des États Généraux du Droit de la Famille, des 28 et 29 janvier 2010, la Garde des Sceaux, Madame Michèle ALLIOT-MARIE, s'est exprimée en faveur d'un recours plus important à la médiation familiale.

Elle propose de développer la possibilité pour les justiciables d'être informé sur la médiation familiale avant leur première audience devant un magistrat. Ce dispositif, nommé par le Ministère de la Justice «double convocation », est en cours d'expérimentation depuis déjà quelques mois dans certains TGI.

L'APMF se réjouit de cette volonté politique, qui fera connaître plus largement ce qu'est la médiation familiale et son intérêt dans les conflits familiaux. Dès le début de la procédure, les personnes auront la possibilité de choisir ou non de s'engager dans une médiation familiale, en toute connaissance de cause.

L'APMF a toujours souligné l'importance d'un accès à une information le plus en amont possible de la procédure judiciaire ainsi que l'efficacité d'une information personnalisée.

Le succès d'un tel dispositif repose évidemment sur un solide partenariat entre médiateurs familiaux et professionnels du droit, afin que ce dispositif puisse répondre aux attentes de chacun, et particulièrement aux besoins des familles.

C'est ce que l'APMF préconisait, en avril 2008, dans ses propositions faites au groupe de travail sur la médiation, mis

en place par Monsieur Jean-Claude MAGENDIE, 1er Président de la Cour d'Appel de Paris.

L'APMF insistait sur le cadre éthique et déontologique de la médiation familiale reconnu par le Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale et repris par la Loi (cf. Rapport Magendie, p. 30).

D'ores et déjà, l'APMF attire l'attention sur certains risques possibles dans l'utilisation de la « double-convocation » et les points sur lesquels il nous faut rester vigilants :

- ▶ *L'articulation entre l'espace de la médiation familiale et celui de la justice est encore à élaborer afin d'éviter la confusion des places.*

Nous pensons que les deux interventions participent à la pacification des relations. La médiation familiale est plus qu'une simple alternative à la justice, en cela elle ne se substitue pas et elle ne peut pas se substituer au « dire de la loi ».

Pour l'APMF, la médiation familiale n'est ni « ou » ni « à la place » ; elle est « avec », « à côté » voire « en amont » de la justice.

- ▶ *Il serait regrettable de réduire la médiation familiale à de la négociation.*

Si elle peut se conclure par des accords, la médiation familiale tend aussi à la restauration des liens.

- ▶ *Il est nécessaire de donner aux personnes le temps nécessaire à l'élaboration de leurs accords, à la pacification des relations ou à la construction d'un nouveau lien: C'est pourquoi l'entretien d'information à la médiation familiale doit rester une information individualisée, adaptée à la situation, ayant pour but de mettre à disposition des personnes concernées un espace temps propice à la réflexion concertée.*

Cette information (que la Justice nomme « double convocation ») que nous nommons « l'information préalable à l'audience » ne vise pas à finaliser des

accords, elle doit être pensée comme une introduction à la médiation.

- ▶ *Les médiateurs familiaux assurant les permanences d'information doivent être titulaires du Diplôme d'État et se conformer à l'éthique de la médiation familiale que le législateur a reconnue. (Indépendance, impartialité et neutralité du médiateur familial, confidentialité des entretiens et consentement libre et éclairé des personnes)*

L'APMF exige de ses membres qu'ils répondent aux critères suivants : s'engager sur le Code de déontologie de l'APMF, justifier d'une pratique régulière de médiation familiale et suivre une analyse de pratique et /ou une supervision personnelle, (critères d'inscription au Collège des médiateurs familiaux de l'APMF).

- ▶ *Enfin, la question du financement des permanences d'information à la médiation familiale se pose désormais sérieusement. Pour l'instant, elles ne sont pas financées. Le professionnalisme nécessaire des médiateurs familiaux suppose que ceux-ci soient rétribués pour ces temps de travail.*

L'APMF est partie prenante de la réflexion et de l'organisation de ces informations préalables, tout en étant attentive aux qualités d'indépendance, de responsabilité des personnes et de financement inhérentes à ces dispositifs.

Audrey Ringot,
Présidente de l'APMF,
Commission APMF « Médiation Familiale et
relations avec le judiciaire »

Annexe 3 - Communiqué de presse APMF du 6 avril 2010



Association Pour la Médiation Familiale
A.P.M.F. - 11 rue Beccaria, 75012 PARIS
Tel : 01.43.40.29.32 – Fax : 01.43.40.30.09
Email : contact@apmf.fr - Web : www.apmf.fr

**Communiqué de presse de l'APMF,
Association Pour la Médiation Familiale**

Paris, le 6 avril 2010

Le TGI d'Arras a mis en place une procédure qu'il nomme «médiation familiale rapide». Cela consiste, pour certaines requêtes, à orienter les personnes non pas devant le Juge aux Affaires Familiales, mais devant une médiatrice familiale.

L'objectif annoncé : réussir en 45 mn à concilier les parties et à conclure un accord qui sera ensuite homologué par le magistrat.

Ce dispositif peut présenter certains intérêts : réduire la charge de travail des greffes et des JAF, répondre très rapidement aux justiciables, concilier les parties, pas toujours présentes, pour qu'elles soient aidées à trouver des solutions avec lesquelles elles seraient en accord...

Mais il ne s'agit pas là de médiation familiale.

En effet, à côté de la conciliation, de la négociation, de l'arbitrage, la médiation familiale tend à la restauration des liens et à la pacification des relations dans un cadre qui est spécifique et reconnu de tous puisque notamment, le Ministère de la Justice a participé au Conseil National Consultatif de la Médiation Familiale et a reconnu la pertinence de ce cadre :

- indépendance du médiateur familial pour qu'il puisse soutenir les personnes en dehors de toute pression extérieure et institutionnelle*
- confidentialité des entretiens*
- impartialité du médiateur familial*
- neutralité du médiateur et du lieu au sein duquel se déroule la médiation familiale.*

Le processus de la médiation familiale nécessite du temps pour que chaque personne prenne de la distance avec le conflit et ce qui se jouait jusque-là dans les interactions.

Il nécessite également un réel travail de réflexion, de compréhension et d'élaboration.

C'est une démarche qui ne peut être que volontaire et nécessite l'adhésion des personnes.

La médiation familiale est plus qu'une simple alternative à la justice et n'a pas pour vocation de s'y substituer.

Pour l'APMF, la médiation familiale n'est ni « ou », ni « à la place » ; elle est « avec », « à côté », voire « en amont » de la justice, dans le cadre de l'information préalable à l'audience par exemple.

Ces accords « trouvés » en 45 mn permettront-ils réellement un apaisement du conflit et une pacification des relations ? Alors que c'est de la qualité de ces relations que dépendent la diminution du dépôt de nouvelles requêtes et l'introduction de nouvelles procédures !

Il n'est donc pas du tout certain que l'objectif, voulu par ce dispositif questionné ici, perdure dans le temps.

Audrey Ringot,
Présidente de l'APMF,
Commission APMF « Médiation Familiale et
relations avec le judiciaire »



Annexe 4 - Compte-rendu de la
commission éthique de l'APMF du 01.04.09

La commission éthique de l'APMF réunie le 1er avril 2009 a travaillé sur le texte de la Directive Européenne³¹.

Elle propose les réflexions et positions au regard de l'éthique de la médiation familiale, elle soulève les points sensibles et les désaccords, elle interroge et propose une suite de débats, elle souligne les articles avec lesquels elle est en accord.

Directive européenne

Dans un souci de clarification et de garantie de ce qui fonde nos pratiques de médiation, nous nous permettons de vous transmettre nos réflexions sur les points suivants (commission éthique).

Art. 2 Procédure de substitution extra-judiciaire

*Art. 3 Mode alternatif de règlement des conflits (MARC)...
Procédure extra-judiciaire...accès à la justice*

Art. 5 ...mode de résolution des litiges...

Art. 6 ...la médiation peut apporter des solutions extra-judiciaires économiques et rapides aux litiges en matière civile et commerciale au moyen de processus adaptés aux moyens des parties.

Nous distinguons la justice (le dire la loi) de la médiation. Même si les deux interventions participent de la pacification des relations.

³¹ Directive 2008/52/CE du Parlement Européen et du Conseil du 21 mai 2008.

Réflexions sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale.

La médiation n'est pas une alternative à la justice et elle ne peut pas se substituer au dire la loi.

Nous proposons de dire que la médiation n'est ni « ou » ni « à la place » mais elle est « avec » et « à côté » de la justice.

La question reste de l'articulation entre l'espace judiciaire et l'espace de la médiation.

Les accords issus de la médiation sont susceptibles d'être respecté volontairement et de préserver une relation amiable et durable entre les parties.

Art. 9 ... Sur les techniques modernes de communication dans le cadre des processus de médiation

Art. 10 ... résolution du litige...

En tant que médiateurs, nous parlons plutôt de rencontres entre personnes à propos de leurs conflits. Le terme litige nous semble restrictif et connoté judiciaire.

Art. 12 ... lorsque le droit national permet aux juges d'agir en qualité de médiateur... mené par un juge qui n'est en charge aucune procédure judiciaire ayant trait à l'objet du litige.

Pour nous la fonction de médiateur est une fonction à part entière. La posture de médiateur est exclusive de toute autre posture professionnelle du fait de ce qui la qualifie : neutralité, impartialité, indépendance, confidentialité.

Elle nécessite une formation pour se départir d'habitus : conseil, arbitrage, conciliation, négociation, pouvoir de décision, soin, expertise, contrôle, suivi....

Art. 14 ... la directive européenne législation rendant le recours à la médiation obligatoire ou soumis à des incitations ou des sanctions...

La médiation procède d'une démarche volontaire, elle ne peut être ni obligatoire, ni sanctionnée. C'est un espace de liberté publique et de démocratie citoyenne.

Art. 16 ...en ce qui concerne la confidentialité.... Contrôle de qualité et formations

Art. 17 ...code de conduite européen des médiateurs...

Ce code (voir l'art. 3.1) n'est pas en adéquation avec notre livret éthique et notre code de déontologie.

Art. 18 ...les EM devraient veiller à un accord écrit issu de la médiation puisse obtenir que son contenu soit rendu exécutoire.

La question est de savoir si les accords de médiation sont exécutoires en l'état et ne relève pas de la médiation elle-même.

Art. 23 ...degré minimum de compatibilité entre les règles de procédure civile concernant les modalités de protection de la confidentialité de la médiation dans toute procédure ultérieure
Processus structuré

Une ou plusieurs parties d'un litige tente de parvenir à un accord sur la résolution de leurs litiges avec l'aide d'un médiateur...elle inclut la médiation menée par un juge

Le terme de personnes plutôt que parties nous semble convenir davantage au type de travail effectué (écoute, expressions, dialogue...).

L'objectif : parvenir à des accords nous paraît relever plus spécifiquement de la conciliation et de la négociation, la médiation ayant une portée orientée plutôt vers la restauration de relations pacifiées. Ses effets comprennent, éventuellement, des accords écrits ou pas.

Tout tiers sollicité pour mener une médiation, avec efficacité, impartialité et compétences, quelle que soit l'appellation ou la profession de ce tiers

Voir remarque Art. 12

Les États Membres encouragent par tous moyens l'élaboration de code volontaire de bonne conduite et ils promeuvent la formation et la formation continue.....

En conclusion, pour garder l'essence de la médiation, nous demandons aux institutions européennes de garantir la clarification et la distinction entre les notions de conciliation, arbitrage, négociation et médiation.

Ce texte a été validé par le Conseil d'Administration de l'APMF du 4 avril 2009.



Annexe 5 - Présentation d'Isabelle Juès, présidente de l'APMF, à l'attention du Groupe de travail MAGENDIE sur la médiation éthique et déontologie du médiateur familial

Présentation à l'attention du groupe de travail MAGENDIE sur la médiation

ÉTHIQUE ET DÉONTOLOGIE DU MÉDIATEUR FAMILIAL

Depuis sa création en 1988, l'A.P.M.F., qui représente plus de 600 médiateurs familiaux en France, s'est donnée un double objectif : celui de promouvoir la médiation familiale, et celui de veiller aux conditions nécessaires à une pratique de qualité, ce qui nous intéresse aujourd'hui. C'est ainsi que très vite l'action de l'A.P.M.F. s'est inscrite dans un souci de professionnalisation, s'intéressant bien avant la création du diplôme d'Etat de médiateur familial aux questions de formation, de déontologie et d'éthique.

I Éthique

La médiation familiale présente une dimension éthique qui, au-delà des codes et des règles doit pouvoir être protégée et qui doit être présentée, rappelée et sans cesse retravaillée à partir des pratiques déjà engagées.

Une éthique de la liberté

Une éthique de l'égalité

Une éthique de la fraternité

Une éthique de la liberté, c'est-à-dire en contrepoint une éthique de la responsabilité :

La médiation doit ainsi permettre que les choix de chacun soient reconnus, les acteurs de la médiation doivent pouvoir expérimenter une liberté de parole, dans le renoncement à la toute puissance, donc dans le cadre de limites raisonnées et choisies.

Parallèlement, la médiation repose sur le postulat de la compétence et des capacités des personnes à disposer d'elles-mêmes: le dispositif vise donc à promouvoir la responsabilité des personnes, comme conscientes des conséquences de leurs paroles, de leurs écrits, de leurs actes.

Ce qui nous conduit nécessairement à la question de l'engagement en médiation. Celui des personnes comme celui du médiateur.

Une éthique de l'égalité, qui renvoie davantage à la question de l'équité

Il s'agit de garantir aux personnes un cadre de discussion dans lequel elles puissent être à égalité de pouvoir par rapport aux sujets dont elles vont débattre ; il s'agit aussi de permettre que les décisions prises en médiation leur semblent équitables, c'est-à-dire que les personnes parviennent à une égalité de satisfaction.

Ce qui va nous conduire à décliner les notions d'impartialité et de neutralité.

Une éthique de la fraternité, non pas dans son sens de justice redistributive, mais bien dans son sens d'altérité, de proximité à autrui.

La grande question en médiation, est celle de la prise en compte de l'autre, celle de la reconnaissance d'autrui dans sa similitude et dans sa différence. Donc également celle de l'identité. Respect de soi et respect de l'autre.

C'est ainsi que le cadre de la médiation, qui s'origine d'une philosophie de la non-violence, permet de signifier les règles de respect mutuel, et favorise l'expérimentation de la coopération.

II Déontologie

L'identité des médiateurs familiaux ayant été dès le départ basée sur cette éthique, L'A.P.M.F. a éprouvé très tôt, dès 1990 la nécessité de décliner ces principes éthiques en précisant le cadre nécessaire à l'exercice de la médiation familiale, les droits des clients et les devoirs du médiateur. C'est la raison de son code de déontologie, sur lequel s'engagent nos adhérents et qui s'impose à eux.

Conscient de ces exigences, le Conseil National Consultatif de la médiation a en 2003 arrêté des principes déontologiques, conçus comme d'impérieuses recommandations.

A les principales règles déontologiques :

- La libre adhésion

« Le médiateur doit recueillir auprès de ses clients leur consentement »

La médiation appartient à chacun des acteurs, en ce sens d'une part elle est facultative d'autre part son contenu n'est déterminé que par eux.

L'engagement individuel prime sur l'injonction, c'est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit d'une injonction judiciaire : aucune sanction pour qui ne s'engane pas dans le processus.

Le processus de médiation peut donc être interrompu, lorsqu'une personne le décide.

« Le médiateur s'interdit également d'obtenir l'adhésion à un accord qui ne serait pas librement consenti. »

- La confidentialité

Elle est une condition impérative à l'espace de médiation afin de garantir à chacun sa liberté de parole.

« Le médiateur familial doit respecter et préserver la confidentialité des entretiens et de tout document produit dans le cadre du processus de médiation. »

« Dans le cas où la médiation est recommandée ou ordonnée par un magistrat, le médiateur l'informe que des accords ont pu être réalisés ou non ; il ne remet la transcription de ces accords qu'aux parties elles-mêmes. »

- Corollaire de la confidentialité, l'indépendance

« le médiateur familial est professionnellement indépendant »

Il s'interdit donc d'exercer avec ses clients une autre fonction que celle de médiateur

Il doit veiller à protéger cette indépendance, aussi bien vis-à-vis de l'organisme auprès duquel il travaille que des « prescripteurs de médiation ».

Il a l'obligation d'inciter ses clients à prendre conseil auprès d'autres professionnels

Il a bien sûr un devoir d'information vis-à-vis de ses clients sur le cadre de la médiation.

Enfin concernant le prix de la médiation « En aucun cas, le coût ne peut être lié au résultat »

- Impartialité, Neutralité

« Le médiateur familial doit apporter aux clients des garanties d'impartialité et de neutralité »

« Le client a droit au respect de sa personne, de son opinion, de sa culture, de son sexe, de sa religion, dans un esprit d'égalité de droit et d'équité »

Impartialité :

C'est cette vertu qui place le médiateur en position de tiers, assurant aux participants de la médiation une équivalence de traitement. Cette notion s'appuie sur l'idée d'équilibre, équilibre de la parole, équilibre des modes d'intervention, transparence due aux personnes.

« Le médiateur familial s'interdit d'intervenir dans des médiations impliquant ses propres relations »

Neutralité :

La neutralité concerne la personne du médiateur elle-même. Il s'agit pour lui de pouvoir mettre à distance sa propre subjectivité, d'être conscient des projections et des résonances qu'éveille en lui ce travail avec les personnes. D'où l'importance pour le professionnel de la règle suivante : « il doit s'engager dans une formation continue, à une analyse de pratique et/ou se soumettre régulièrement à une supervision. »

- Noli nocere :

Le médiateur se doit d'être conscient de la portée de ses interventions et être constamment respectueux des personnes. Il sait que sa mission n'est pas de réussir la médiation, mais d'amener les personnes à réussir leur médiation. Pour ces raisons, la déontologie des médiateurs familiaux précise que « la fonction de médiateur familial oblige à la fois à disposer d'une compétence technique préalable, à avoir suivi une

formation spécifique et à s'engager dans une formation continue. »

B Comment veiller au respect de notre déontologie :

« L'A.P.M.F. se donne pour mission de veiller au respect du présent code de déontologie »

Dans ce but, l'association s'est dotée de deux organes :

- La commission des différends,
qui est chargée d'instruire les demandes et les plaintes concernant la pratique des médiateurs familiaux et leur déontologie. Des sanctions envers nos membres peuvent en découler.

- La commission éthique,
qui réfléchit et propose des pistes de réponse aux questions d'ordre éthique et déontologique que se posent nos adhérents :
« puis-je me déplacer au domicile des personnes ? » « dois-je interrompre la médiation au motif qu'une personne a fait appel pendant le déroulement de la médiation ? » « que faire des archives en médiation ? »....

III Formation et diplôme d'état

A En quoi la formation est-elle nécessaire :

Ce qui sous-tend l'idée de médiation, c'est une certaine conception des rapports sociaux, Être médiateur, c'est avoir conscience de la dimension philosophique et politique de son intervention. C'est aussi être conscient et comprendre tous les enjeux auxquels le médiateur familial a à faire face : enjeux relationnels, sociaux, économiques, juridiques, psychologiques. Élaborer ce mode d'intervention exige d'avoir une connaissance minimum de son champ d'intervention.

Pour cette raison, les médiateurs familiaux se sont très vite penchés sur la question de leur formation et ont conçu des formations longues à la médiation familiale, qui ont abouti à la création par le Conseil Consultatif de la Médiation familiale à la création d'un diplôme d'État.

La formation des médiateurs familiaux est ainsi conçue comme une formation pluridisciplinaire, organisée en quatre unités, un enseignement de Droit, un enseignement de sociologie, un enseignement de psychologie, et un

enseignement « de médiation » axé sur la construction d'une posture de tiers qui compte 315 heures d'enseignement dont 70 heures de formation pratique. Le contenu de la formation actuelle des médiateurs familiaux a été élaboré par le Conseil Consultatif de la Médiation familiale, constitué en majeure partie de juristes.

La médiation est un métier de la relation humaine, qui demande une implication importante de la part des professionnels qui la pratiquent. Il s'agit de construire sa propre neutralité et d'être en capacité d'élaborer une pensée critique sur son intervention. La formation des médiateurs assure aux clients une certaine homogénéité des pratiques, indépendamment des formations initiales des médiateurs. Il y a un lien entre la posture du médiateur et son bagage de formation en la matière.

B Ce qu'a apporté le diplôme d'état

Il est certain que la création du diplôme d'État de médiateur familial contribue à une meilleure visibilité et une reconnaissance de la profession.

Le fait que le diplôme soit attribué sur la base de critères nationaux communs, concernant la durée, la sélection, l'évaluation et le contenu disciplinaire, ne peut que renforcer l'idée de compétence des professionnels et de qualité de leurs interventions.

Les centres de formations doivent, pour être agréés, satisfaire eux-mêmes à des exigences concernant les qualifications des formateurs, les dispositifs pédagogiques et les modes d'évaluation. Cet agrément est renouvelable, ce qui implique de la part des centres de formation une démarche de recherche d'excellence.

L'examen final est organisé par les DRASS, et le diplôme attribué par elles, dans un souci d'homogénéisation des formations.

Enfin, il est clair que le diplôme d'État devient une référence pour les clients comme pour tous ceux qui sont amenés à conseiller la médiation.

C Quelques points de vigilance

Nous restons attentifs à ce que les directives prises par les DRASS puissent rester cohérentes par rapport à la médiation, notre souci étant d'éviter les déperditions de ce qui fonde les valeurs de la médiation.

Le rattachement de ce diplôme aux DRASS risque de donner à ce diplôme une coloration qui peut fausser la perception qu'en ont aussi bien les clients que les professionnels. Ne serait-il pas plus cohérent de le rattacher à l'université ?

Enfin, nous regrettons que, pour des questions de financement des services de médiation familiale, ce diplôme ait été qualifié de niveau II, alors que la plupart des personnes qui entrent en formation possèdent déjà un diplôme de niveau bac + 5.

IV Collège des médiateurs familiaux

Le Collège de Médiateurs Familiaux, créé en 2000, répondait au souci de l'A.P.M.F. de défendre une pratique professionnelle de la médiation en s'appuyant sur des critères de qualité objectivables. En effet pour faire partie de ce collège, il faut qu'un adhérent puisse :

- Attester de sa formation à la médiation
- S'engager formellement sur le code de déontologie
- Attester de la régularité de sa pratique
- Attester d'une démarche d'analyse de sa pratique ou de supervision

La liste de ces professionnels est réactualisée chaque année, disponible sous forme d'un annuaire du collège des médiateurs familiaux et consultable sur notre site. En quelque sorte, l'A.P.M.F. s'engage sur la qualité de leur pratique et sur leur compétence de médiateur.

Texte d'Isabelle Juès, présidente de l'APMF, validé par le
Conseil d'Administration pour l'A.P.M.F. - Juin 2008

Annexe 6 - Un Projet de Loi sur le Recours Préalable Obligatoire à la médiation familiale - 3 mars 2010

La garde des Sceaux, Michèle Alliot-Marie, a présenté le 3 mars 2010 en conseil des ministres, un projet de loi qui prévoit d'expérimenter le recours obligatoire et préalable à la médiation familiale avant toute saisine du juge tendant à faire modifier les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou la contribution financière à l'entretien et à l'éducation des enfants fixées antérieurement dans une décision de justice.

C'est ainsi que l'article 15 du projet de loi dispose :

« Les décisions fixant les modalités de l'exercice de l'autorité parentale ou la contribution à l'entretien et à l'éducation de l'enfant ainsi que les dispositions contenues dans la convention homologuée peuvent être modifiées à tout moment par le juge, à la demande du ou des parents ou du ministère public, qui peut lui-même être saisi par un tiers, parent ou non.

Toutefois, à peine d'irrecevabilité que le juge peut soulever d'office, la saisine du juge par le ou les parents doit être précédée d'une tentative de médiation familiale, sauf :

1° Si les parents sollicitent conjointement l'homologation d'une convention selon les modalités fixées à l'article 373-2-7 du code civil ;

2° Si l'absence de recours à la médiation est justifiée par un motif légitime ... »

Ces dispositions montrent l'intérêt que le Ministère de la justice porte à la médiation familiale, ce qui est évidemment positif. Cependant, si elles devaient être adoptées telles quelles, l'APMF se devra d'être très vigilante sur les définitions de « tentative de médiation familiale » et de « motif légitime ».

Ces dispositions sont en effet questionnables car, si l'on peut enjoindre à une information sur la médiation familiale, on ne

peut imposer de réaliser une médiation familiale, ce qui serait contraire au principe fondamental de libre engagement.

L'APMF a fait des recommandations à la Commission Magendie dans lesquelles elle a mis en exergue l'éthique de liberté au fondement de la médiation familiale et le principe déontologique de libre-adhésion que se doit de respecter tout médiateur familial.

Voici des extraits du rapport du groupe de travail Magendie, qui reprennent ces principes (p 12) :

"La médiation est un processus et non une procédure. Elle suppose une véritable liberté des parties pour nouer ou renouer un lien entre elles avec l'aide d'un tiers neutre, impartial, ne dépendant d'aucune autorité, sans pouvoir de décision...

...Sa réussite suppose également une prise de conscience de l'unité fondamentale de la médiation qui est issue de la société civile ; il est impératif de ne pas couper la médiation judiciaire de cette dernière. S'il apparaît nécessaire, pour assurer le développement de la médiation, de la structurer a minima -les initiatives individuelles ayant trouvé leurs limites- en revanche, il serait contre-productif de la rigidifier et de l'enfermer dans une codification.

Ce mode alternatif de règlement des litiges, où l'équité a toute sa place, ne peut être assimilé à une procédure dès lors que l'aspect informel de la médiation doit être préservé pour en sauvegarder sa spécificité : à savoir la souplesse et l'adaptabilité.

Ce serait également contraire à la nature même de la médiation fondée sur la liberté et responsabilisation de ses acteurs, de l'instaurer comme un préalable obligatoire à toute saisine du juge du fond. En revanche, il serait parfaitement envisageable de généraliser la faculté pour le juge d'enjoindre aux parties de s'informer sur la médiation.

Le respect de ces acquis est le gage de réussite de la médiation, et c'est sur ce socle que le groupe de travail s'est

appuyé pour former ses propositions en vue de la structurer tout en respectant son essence de liberté.

"Le projet de loi propose aussi de simplifier la procédures de divorce par consentement mutuel : en l'absence d'enfants mineurs les époux sont dispensés de comparaître devant le juge sauf demande de ce dernier ou de l'un des époux

80

Annexe 7 - L'information préalable à l'audience ou
« double convocation ». Position de l'APMF

Remarques préalables

Formulées par le bureau de l'APMF le 27 08 2009, dans un souci de clarification et de garantie de ce qui fonde nos pratiques de médiation familiale.

Nous distinguons la justice (le dire la loi) de la médiation familiale. Même si les deux interventions participent de la pacification des relations. La médiation familiale n'est pas une alternative à la justice et elle ne peut pas se substituer au dire la loi.

Nous proposons de dire que la médiation familiale n'est ni « ou » ni « à la place » mais elle est « avec » et « à côté » de la justice.

La question reste de l'articulation entre l'espace judiciaire et l'espace de la médiation.

S'agissant de la double convocation, les risques sont :

- La confusion des places. Le juge en est le garant, sa place symbolique doit être préservée.
- La réduction du temps nécessaire à l'élaboration des accords. Ne pas donner le temps nécessaires aux personnes c'est occulter l'espace temps indispensable à la restauration de la communication, à la pacification des relations, à la construction d'un nouveau lien.
- La réduction de la médiation familiale à de la négociation, et dans cette perspective réductrice, comment les libertés individuelles pourraient-elles être garanties au sein des espaces symboliques que sont les espaces du public, du social, du privé et de l'intime ?

Pour nous, la fonction de médiateur familial est une fonction à part entière. La posture de médiateur est exclusive de toute autre posture professionnelle du fait de ce qui la qualifie : liberté de s'engager pour chacun, confidentialité, indépendance, impartialité et neutralité.

Elle nécessite une formation spécifique pour se départir d'habitus : conseil, arbitrage, conciliation, négociation, pouvoir de décision, soin, expertise, contrôle, suivi...

La médiation familiale procède d'une démarche volontaire, elle ne peut être ni obligatoire, ni sanctionnée; c'est un espace de liberté publique et de démocratie citoyenne.

L'objectif qui serait de ne parvenir qu'à des accords nous paraît relever plus spécifiquement de la conciliation et de la négociation. La médiation familiale a une portée orientée plutôt vers la restauration de relations pacifiées. Ses effets comprennent, éventuellement, des accords écrits ou pas.

Contexte de développement de la médiation familiale dans le cadre judiciaire

Si ces dernières années, des permanences d'information à la médiation familiale se sont mises en place au sein des TGI, il semble qu'elles ne soient pas toujours très utilisées par le public.

L'expérience de Paris et de Versailles par exemple, montrent que relativement peu de personnes utilisent la possibilité d'un entretien d'information de médiation familiale suite à l'orientation des greffes ou des JAF.

L'idée d'adresser systématiquement un courrier aux personnes leur demandant d'aller s'informer sur la médiation familiale à une date antérieure à celle de leur audience devant le JAF, vise à faire connaître plus largement la médiation familiale et permettre aux personnes de choisir ou pas de s'y engager en toute connaissance de cause.

Ce type de permanences rendez-vous d'information à la médiation familiale se développe actuellement, souvent de façon pilote, dans un nombre important de TGI.

L'APMF a commencé à recenser ces expériences au niveau régional afin d'en analyser les effets, de regrouper les questionnements et de souligner les points sur lesquels rester vigilants.

Dans les propositions que l'APMF a transmises en avril 2008 au groupe de travail MAGENDIE sur la médiation (voir en annexe), étaient soulignées l'importance de permettre aux

personnes un accès à une information le plus en amont possible de l'audience ainsi que la meilleure efficacité d'une information personnalisée. Pour ce, le développement d'un partenariat entre les médiateurs familiaux et les différents partenaires judiciaires, et principalement, les avocats, les magistrats et les greffiers est fondamental : il permettrait de mieux comprendre les spécificités, attentes et besoins de chacun pour travailler en accord avec son cadre professionnel déontologique et éthique.

Préconisations et points de vigilance

Questions de terminologie : « information préalable avant audience » et non « double convocation ».

Le terme “double convocation” est très clair juridiquement et fait partie de la terminologie technique judiciaire.

En médiation familiale, dont le fondement est le libre et nécessaire engagement des personnes, les termes d'« information à la médiation familiale avant audience » seraient préférables. Dans le même sens, nous trouvons important de bien choisir les termes utilisés dans le courrier engageant les personnes à aller s'informer sur la médiation familiale.

Questions sur le contenu de l'entretien d'information à la médiation familiale

Il est fondamental qu'il soit clair pour tous que cet entretien vise à informer sur la médiation familiale afin de permettre aux personnes de décider de manière éclairée si cette démarche leur convient. La médiation ne commencera que dans un lieu choisi par les personnes suite à cet entretien, si les personnes font ce choix.

Il s'agit d'une information individualisée, adaptée à la situation mais cet entretien n'est en aucun cas destiné à engager la médiation et à trouver et finaliser des accords.

Questions sur les conditions de réception des personnes

Les personnes peuvent venir ensemble ou individuellement.

Il est important qu'il soit précisé que les enfants ne seront pas reçus.

Les avocats accompagnent assez souvent leurs clients et demandent à participer à l'entretien d'information, ce qui nous semble devoir être favorisé.

Une des propositions de l'APMF au groupe de travail MAGENDIE sur la médiation visait à renforcer la complémentarité du rôle des avocats et de celui des médiateurs :

« La présence des avocats aux réunions d'information peut avoir un impact décisif sur l'engagement en médiation, l'avocat, mieux informé pouvant lui-même inciter son client à faire la démarche... »

Les médiateurs familiaux effectuant les informations

L'APMF préconise qu'il s'agisse de médiateurs familiaux titulaire du DE et répondant aux critères d'inscription sur l'annuaire du collège des médiateurs familiaux (s'engager sur le Code de déontologie, justifier d'une pratique régulière de médiation familiale et suivre une analyse de pratique et /ou une supervision personnelle).

L'organisation pratique des entretiens

Cette organisation est de la responsabilité de la juridiction. Ainsi, les dates et les heures d'entretien sont fixées dans la lettre envoyée par le greffier. Nous préconisons que toutes les questions d'annulation et de reprogrammation de rendez-vous soient gérées par le tribunal.

Les fiches de liaison ou « navettes » transmises aux magistrats doivent à la fois donner les informations utiles pour la suite de la procédure et préserver la confidentialité à laquelle le médiateur familial est soumis. Ce retour doit pouvoir être le plus neutre possible : non pas Mr ou Mme n'est pas venu (e), par exemple, mais Mr ou Mme est venu (e) ; Mr et /ou Mme ont choisi de commencer une médiation familiale et éventuellement indication du service choisi (voir exemple du TGI Paris).

Développement d'un partenariat

Il est nécessaire de réfléchir à la meilleure la mise en place possible de cette pratique ensemble, JAF, avocats, médiateurs familiaux, greffiers... en partageant nos objectifs, difficultés et

questionnements propres afin de dégager un cadre de travail commun. Quelques questions à réfléchir :

- La question du délai entre l'information à la médiation familiale et l'audience. Ce délai apparaît parfois trop court pour que la médiation puisse avoir suffisamment avancée. Quelles sont les possibilités de report d'audience et les pratiques selon les juridictions ? Comment en parler aux personnes ? Quels sont les enjeux du point de vue des personnes et des magistrats ?
- La question du financement des permanences d'information à la médiation familiale
- Elles sont assurées de façon bénévole pour l'instant.

ANNEXES : Pour information

- Note de l'APMF à l'attention du Groupe de travail MAGENDIE sur la médiation : La médiation familiale constats et propositions – Avril 2008
- Article Recueil Dalloz- 2009- n° 38 - La Médiation - Entretien avec Jean-Claude Magendie

